

DÉLIBÉRATION n° 2025-03-08-8

Le conseil d'administration, en sa séance du 08/03/2025,  
sous la présidence de Monsieur Franck Frégosi (doyen d'âge),

Vu le Code de l'Éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 et R. 741-4;  
Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et établissement;  
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,  
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,  
Vu l'arrêté du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'exercice du contrôle budgétaire sur les écoles nationales supérieures d'ingénieurs mentionnées à l'article D. 719-186 du code de l'éducation, sur les instituts d'études politiques mentionnés à l'article D. 719-190 du code de l'éducation, sur l'Institut d'administration des entreprises de Paris et sur l'Observatoire de la Côte d'Azur ;  
Vu le document de contrôle du 8 mars 2022 relatif à l'IEP d'Aix-en-Provence établi en application de l'article 10 de l'arrêté du 26 décembre 2014 susvisé ;  
Vu les documents comptables présentés au Conseil d'administration ;  
Vu le règlement intérieur de l'institut d'études politiques d'Aix-en-Provence,  
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration ;

DÉCIDE :

**OBJET : Approbation du compte financier 2024**

**Article 1 :**

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 36.5 ETPT dont 33 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 3.5 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 5 869 985 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 2 764 320 € personnel
  - 2 557 156 € fonctionnement
  - 548 509 € investissement
- 5 511 539 € de crédits de paiement dont :
  - 2 764 320 € personnel
  - 2 470 701 € fonctionnement
  - 276 518 € investissement
- 6 378 772 € de recettes
- 867 234 € de solde budgétaire (excédent)

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- + 1 207 593 € de variation de trésorerie
- + 116 811 € de résultat patrimonial
- + 672 206 € de capacité d'autofinancement
- + 708 777 € de variation de fonds de roulement

Article 3 :

Le résultat excédentaire de 116 811 € est intégralement affecté en report à nouveau

Article 4 :

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

**La délibération est mise au vote avec 30 membres en exercice et 23 membres présents (hors représentés). Le quorum est de 15 membres présents.**

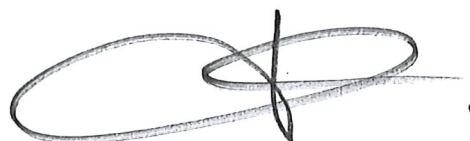
Suffrages exprimés des présents et représentés : 26

Majorité des suffrages exprimés : 14

**Cette délibération est adoptée par le conseil d'administration après en avoir délibéré et à l'issue d'un vote des membres par 26 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 abstention.**

Fait à Aix-en-Provence, le 08/03/2025

Franck Frégosi  
Directeur de recherche au CNRS



DATE AFFICHAGE ET PUBLICATION : 11/03/2025

Tableau 1  
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du compte financier 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP	Global
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	5,00		0,00
		CDI			0,00
	Non permanents	CDD		2,83	7,83
S/total EC			5,00	2,83	7,83
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS					0,00
BIATOSS	Permanents	Titulaires	8,50		0,00
		CDI			8,50
	Non permanents	CDD		0,67	20,17
S/total Biatoss			28,00	0,67	28,67
Totaux			33,00	3,50	36,50
					Plafond global des emplois voté par le CA
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			34		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

Etablissement :		IEP
Exercice :		2024
BP/BR n°/CF :		CF
Date du vote par le CA :		08/03/2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire \*

Dépenses							Recettes			
	Montants						CF 2023	BR 2024	CF 2024	
	AE CF 2023	CP CF 2023	AE BR 2024	AE CF 2024	CP BR 2024	CP CF 2024				
Personnel	2 901 979	2 901 979	2 900 000	2 764 320	2 900 000	2 764 320	5 810 624	5 431 817	5 450 207	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension							2 693 990	2 625 313	2 635 731	Subvention pour charges de service public
							271 786	48 285	281 286	Autres financements de l'Etat
							102 766	108 055	108 055	Fiscalité affectée
Fonctionnement et intervention	2 683 060	2 725 485	2 705 737	2 557 156	2 755 737	2 470 701	535 383	310 001	65 720	Autres financements publics
							2 206 699	2 340 163	2 359 415	Recettes propres
Investissement	533 628	1 049 046	650 000	548 509	650 000	276 518	437 605	809 723	928 565	Recettes fléchées **
							434 605	350 000		Financements de l'Etat fléchés
							3 000	459 723	928 565	Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
le cas échéant, sur autorisation du contrôleur budgétaire, une ou plusieurs enveloppes* destinées à des contrats de recherche : personnel fonctionnement investissement										
TOTAL DES DÉPENSES	6 118 667	6 676 510	6 255 737	5 869 985	6 305 737	5 511 539	6 248 229	6 241 540	6 378 772	TOTAL DES RECETTES
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)						867 234	- 428 281	- 64 197		SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

\* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.  
\*\* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

Tableau 3  
Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue							0	0
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence								
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	1 880 242	1 880 242	514 772	552 708	4 176	4 176	2 399 190	2 437 126
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat							0	0
D105 - Bibliothèques et documentation	123 301	123 301	45 018	49 794			168 319	173 095
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	246 448	246 448	93 797	89 401	4 614		344 859	335 849
D113 - Diffusion des savoirs et musées							0	0
D114 - Immobilier	153 266	153 266	902 364	826 384	511 730	252 743	1 567 360	1 232 393
D115 - Pilotage et support	361 062	361 062	1 001 205	952 414	27 989	19 600	1 390 257	1 333 076
Étudiants							0	0
D201 - Aides directes aux étudiants							0	0
D202 - Aides indirectes							0	0
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							0	0
Total	2 764 320	2 764 320	2 557 156	2 470 701	548 509	276 518	5 869 985	5 511 539

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								CF 2024
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subventions pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	2 635 731								2 635 731
autres subventions état									0
Droits d'inscription					928 043				928 043
Formation continue, diplômes propres et VAE (dont CFA EPURE)					661 420				661 420
Taxe d'apprentissage					126 506				126 506
Contrats et prestations de recherche hors ANR									0
Valorisation					4 300				4 300
ANR investissements d'avenir									0
ANR hors investissements d'avenir									0
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				4 000			8 305		12 305
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne							344 017		344 017
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		281 286		61 720			576 243		919 249
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									0
Autres recettes			108 055		639 146				747 202
Total	2 635 731	281 286	108 055	65 720	2 359 415	0	928 565	0	6 378 773

SOLDE BUDGETAIRE (Excédent)	867 234,07
-----------------------------	------------

NB1 : Le tableau des recettes par origine doit être renseigné en prévision de recettes et correspondre avec le tableau du solde budgétaire. recettes à mentionner.

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

Tableau 4  
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
	CF 2024	CF2024	
Solde budgétaire (déficit) *		867 234	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal			dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC			dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire FU			dont solde budgétaire FU
dont solde budgétaire BAI			dont solde budgétaire BAI
dont solde budgétaire SIE			dont solde budgétaire SIE
Remboursements d'emprunts	-	-	Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	54 296	67 600	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	- 295	326 761	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	54 001	1 261 595	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	1 207 593		Variation de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	475 746		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	731 847		dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	1 261 595	1 261 595	TOTAL DES FINANCEMENTS

\* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement  
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

\*\* Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

\*\*\* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

**Tableau 5**  
**Opérations pour le compte de tiers**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements CF 2024	Encaissements CF 2024
Opération 1	C 46711000	BOURSES AMI	54 296	67 600
<b>TOTAL</b>			<b>54 296</b>	<b>67 600</b>

*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)*

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

Tableau 6  
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2023	BR 2024	CF 2024	PRODUITS	CF 2023	BR 2024	CF 2024
Personnel	2 845 905	2 850 000	2 720 478	Subventions de l'Etat	2 693 990	2 625 313	2 635 731
dont charges de pensions civiles*	-		5 376	Fiscalité affectée	82 556	108 055	108 055
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	3 637 986	3 330 000	3 373 618	Autres subventions	922 257	689 098	698 658
				Autres produits	2 609 160	2 649 794	2 768 462
TOTAL DES CHARGES (1)	6 483 891	6 180 000	6 094 096	TOTAL DES PRODUITS (2)	6 307 963	6 072 260	6 210 907
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)			116 811	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	175 928	107 740	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	6 483 891	6 180 000	6 210 907	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	6 483 891	6 180 000	6 210 907

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2023	BR 2024	CF 2024
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 175 928	- 107 740	116 811
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	922 254	840 000	892 665
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	78 381		25 554
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	310 921	310 000	311 716
= CAF ou IAF*	357 024	422 260	672 206

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2023	Montants BR 2024	CF 2024	RESSOURCES	CF 2023	BR 2024	CF 2024
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	357 024	422 260	672 206
Investissements	1 030 464	650 000	309 799	Financement de l'actif par l'État			102 534
Remboursement des dettes financières				Autres ressources		350 000	243 836
				Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 030 464	650 000	309 799	TOTAL DES RESSOURCES (6)	357 024	772 260	1 018 576
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)		122 260	708 777	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	673 440		

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2023	Montants BR 2024	CF 2024
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 673 440	122 260	708 777
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 176 351	169 438	- 498 817
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	- 497 089	- 47 178	1 207 593
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	938 800	1 061 060	1 647 576
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 379 347	- 209 909	- 878 163
Niveau de la TRESORERIE	1 318 146	1 270 968	2 525 740



Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

Tableau 7  
Plan de trésorerie 2024

( € TTC )	Réalisé												Variation Trésorerie annuelle BI 2024
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	1 318 146	1 288 843	813 250	593 212	775 201	487 261	381 495	1 321 091	1 309 916	1 553 513	2 429 920	2 387 634	
dont placements													
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	21 854	43 091	753 971	27 278	25 279	173 515	170 689	185 877	96 959	312 468	28 899	3 610 329	5 450 207
Subvention pour charges de service public	-	-	629 077	-	-	-	-	-	-	-	-	2 006 654	2 635 731
Autres financements de l'Etat	-	-	-	-	-	-	5 000	68 250	-	14 286	19 500	174 250	281 286
Fiscalité affectée	-	-	63 360	-	-	-	-	44 695	-	-	-	-	108 055
Autres financements publics	-	-	-	-	-	-	4 250	1 925	16 950	-	900	41 695	65 720
Recettes propres	21 854	43 091	61 534	27 278	25 279	173 515	161 439	71 007	80 008	298 182	8 499	1 387 730	2 359 415
A2 . Recettes budgétaires fléchées	-	-	8 305	5 250	-	79 940	100 000	-	264 077	-	250 000	220 993	928 565
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics fléchés	-	-	8 305	5 250	-	79 940	100 000	-	264 077	-	250 000	220 993	928 565
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A3. Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A4,Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA	722 787	- 6 258	- 516 491	735 270	92 965	644	1 205 518	108 665	238 381	820 994	233 254	- 3 241 370	394 361
TVA encaissée	87	-	87	-	-	-	-	-	-	-	-	-	174
Dispositifs d'intervention pour comptes de tiers	-	-	27 040	-	-	40 560	-	-	-	-	-	-	67 600
Autres encaissements en comptes de tiers	722 700	- 6 258	- 543 618	735 270	92 965	- 39 916	1 205 518	108 665	238 381	820 994	233 254	- 3 241 370	326 587
A. TOTAL	744 641	36 833	245 785	767 798	118 245	254 099	1 476 206	294 542	599 417	1 133 462	512 153	589 952	6 773 133
DECAISSEMENTS													-
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	641 842	502 375	453 538	523 652	395 261	354 528	457 386	303 480	346 073	312 611	346 338	421 636	5 058 720
Personnel	351 098	247 137	230 583	232 040	225 636	218 686	188 919	266 120	145 092	178 946	203 206	242 613	2 730 075
Fonctionnement	290 745	255 238	183 310	225 383	168 665	114 145	268 390	37 360	177 618	128 635	125 168	174 771	2 149 428
Investissement	-	-	39 645	66 229	960	21 697	77	-	23 363	5 031	17 964	4 252	179 217
B2. Dépenses sur recettes fléchées	132 041	8 002	7 527	57 947	11 085	5 319	76 124	2 236	9 746	87 565	22 507	32 719	452 819
Personnel	1 866	1 918	1 816	1 816	1 816	1 969	1 816	1 816	3 633	3 736	8 410	3 633	34 245
Fonctionnement	130 175	6 083	5 711	56 131	9 269	3 350	29 098	420	6 113	56 824	14 098	4 000	321 273
Investissement	-	-	-	-	-	-	45 210	-	-	27 005	-	25 086	97 301
B3.Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B4,Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	61	2 050	4 759	4 210	- 162	18	3 100	1	0	- 143 121	185 593	- 2 508	54 001
TVA décaissée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 295	-	-	- 295
Dispositifs d'intervention pour comptes de tiers	-	-	4 342	4 189	-	-	5 060	-	-	39 856	849	-	54 296
Autres décaissements en comptes de tiers	61	2 050	417	21	- 162	18	- 1 960	1	0	- 182 682	184 744	- 2 508	0
B. TOTAL	773 944	512 426	465 824	585 810	406 184	359 866	536 610	305 717	355 819	257 055	554 438	451 847	5 565 540
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	- 29 303	- 475 593	- 220 039	181 989	- 287 939	- 105 767	939 596	- 11 175	243 598	876 406	- 42 286	138 105	1 207 593
SOLDE CUMULE (1) + (2)	1 288 843	813 250	593 212	775 201	487 261	381 495	1 321 091	1 309 916	1 553 513	2 429 920	2 387 634	2 525 740	

Variation trésorerie	1 207 593
Variation budgétaire	867 234
SOLDE TRESORERIE	2 525 740

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

Tableau 8  
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

RECAPITULATIF	Antérieures à N	CF 2023	BR2024	CF2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)				
Recettes fléchées (b)	831 582	437 605	809 724	928 565
Autres financements publics fléchés	0	434 605	459 724	
Financement de l'Etat fléché		3 000	350 000	928 565
Dépenses sur recettes fléchées (c)	620 776	359 636	728 907	452 819
Personnel				
AE=CP	135 563	46 081	30 193	34 245
Investissement				
AE			434 895	413 380
CP			353 223	97 301
Fonctionnement et intervention				
AE	525 950	350 247	345 300	315 081
CP	485 213	313 555	345 491	321 272
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	210 806	77 969	80 817	475 746

BOURSES UFA	Antérieures à N	CF 2023	BR2024	CF2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)				
Recettes fléchées (b)	322 960	134 250	119 000	131 950
Autres financements publics fléchés		131 250	119 000	131 950
		3 000		
Dépenses sur recettes fléchées (c)	197 700		129 000	137 400
Fonctionnement et intervention				
AE	220 500	131 250	129 000	134 950
CP	197 700	93 300	129 000	137 400
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	125 260	134 250	- 10 000	-5 450

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

BOURSES ERASMUS	Antérieures à N	CF 2023	BR2024	CF2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)				
Recettes fléchées (b)	372 919	233 542	251 460	344 017
Autres financements publics fléchés		233 542	251 460	344 017
Dépenses sur recettes fléchées (c)	285 413	194 284	180 153	156 377
Fonctionnement et intervention				
AE	303 098	195 386	180 153	156 377
CP	285 413	194 284	180 153	157 269
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	87 506	39 258	71 307	187 640

BOURSE DOCTORALE JEUNE DOCTORANT (bourse GOUBERT)	Antérieures à N	CF 2023	BR2024	CF2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)				
Recettes fléchées (b)	83 363	8 382	8 306	8 305
Autres financements publics fléchés		8 383	8 306	8 305
Dépenses sur recettes fléchées (c)	130 171	24 374	-	0
Personnel				
AE=CP	130 171	24 374	-	0
Fonctionnement et intervention				
AE				0
CP				0
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	-46 808	- 15 991	8 306	8 305

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

CITES EDUCATIVES 2022-2025 (191 105€)	Antérieures à N	CF2023	BR2024	CF2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)				
Recettes fléchées (b)	52 340	52 430	26 000	39 335
Autres financements publics fléchés		52 430	26 000	39 335
Dépenses sur recettes fléchées (c)	7 492	42 711	48 793	56 072
Personnel				
AE=CP	5 392	21 707	22 193	29 468
Fonctionnement et intervention				
AE	2 352	23 610	23 410	23 754
CP	2 100	21 004	26 600	26 603
Investissement				
AE				
CP				
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	44 848	9 719	- 18 703	-16 737

AMIDEX (projet multilinguisme) 2024-2027 (54 958€)	Antérieures à N	CF2023	BR2024	CF2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)				
Recettes fléchées (b)	0	0	54 958	54 958
Autres financements publics fléchés	0	0	54 958	54 958
Dépenses sur recettes fléchées (c)	0	0	17 738	4 777
Personnel				
AE=CP	0	0	8 000	4 777
Fonctionnement et intervention				
AE	0	0	12 737	
CP	0	0	9 738	
Investissement				
AE				
CP				
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	0	0	13 000	50 181

OPERATION AMENAGEMENTS STRUCTURANTS EPS 2024-2027 3,9M€	Antérieures à N	CF2023	BR2024	CF2024
Recettes fléchées (b)	0	0	350 000	350 000
Financement de l'Etat fléché	0	0	350 000	350 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	0	0	353 223	97 301
Investissement				
AE			434 895	413 380
CP			353 223	97 301
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	0	0	173 000	252 699

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

Tableau 9  
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					CONSO CP CF 2024	Restes		
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année 2024	AE nouvelles ouvertes en 2024	Total des AE ouvertes en 2024	CONSO AE CF 2024	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en 2024		Total des CP ouverts en 2024	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)			(6)	(7)	(8)	(7)		(11)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)+(8)-(11)	
CONTRAT DE RECHERCHE															
CITES EDUCATIVES 2022-2025	191 105,00 €	21 975,00 €	53 051,00 €	8 230,00 €	45 603	53 833	53 223,00 €	22 825,00 €	50 202,00 €	8 230,00 €	48 793,00 €	57 023,00 €	56 072,00 €	84 831,00 €	0,00 €
PROJET MULTILINGUSIME AMIDEX 2024-2025	54 958,00 €	0,00 €	0,00 €	-724,90 €	20 737	20 012	4 777,14 €	0,00 €	0,00 €	-724,90 €	17 737,00 €	17 012,10 €	4 777,14 €	50 180,86 €	0,00 €
Total contrats de recherche	246 063,00 €	21 975,00 €	53 051,00	7 505,10 €	66 340,00 €	73 845,10 €	58 000,14 €	22 825,00 €	50 202,00 €	7 505,10 €	66 530,00 €	74 035,10 €	60 849,14 €	135 011,86 €	0,00 €
RENOVATION ESPACE PHILIPPE SEGUIN (OP2) PFI FINIMMOB et IEPAOP2H															
1 -RENOV EPS : AMENAGEMENTS STRUCTURANTS EPS - OP financée CPER OP2 (FINIMMOB)	1 900 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	434 895,00 €	434 895,00 €	413 379,58 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	353 223,00 €	353 223,00 €	97 301,18 €	1 486 620,42 €	316 078,40 €
2-RENOV EPS : AMENAGEMENTS STRUCTURANTS NON FINANCES (IEPAOP2H)	2 008 785,00 €	88 067,00 €	88 067,00 €	0,00 €	35 960,00 €	35 960,00 €	35 169,00 €	53 091,00 €	53 091,00 €	0,00 €	35 219,00 €	35 219,00 €	35 219,00 €	1 885 549,00 €	34 926,00 €
RENOVATION SITE SAPORTA TR2(OP 4) PFI IEPAOP4H	2 570 519,00 €	2 375 500,00 €	2 375 500,00 €	0,00 €	15 610,80 €	15 610,80 €	14 062,80 €	2 534 416,00 €	2 253 416,00 €	0,00 €	97 494,00 €	97 494,00 €	180 956,20 €	38 652,80 €	
3 - RENOV SITE SAPORTA (IEPAOP4H)															
Total programmes pluriannuels d'investissement	6 479 304,00 €	2 463 567,00 €	2 463 567,00 €	0,00 €	486 465,80 €	486 465,80 €	462 611,38 €	2 306 507,00 €	2 306 507,00 €	0,00 €	485 936,00 €	485 936,00 €	230 014,18 €	3 553 125,62 €	389 657,20 €
Total	6 725 367,00 €	2 485 542,00 €	2 516 618,00 €	7 505,10 €	552 805,80 €	560 310,90 €	520 611,52 €	2 329 332,00 €	2 356 709,00 €	7 505,10 €	552 466,00 €	559 971,10 €	290 863,32 €	3 688 137,48 €	389 657,20 €

B - Prévisions de recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année 2024	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
CONTRAT CITES EDUCATIVES	191 105,00 €	0,00 €	191 105,00 €	104 770,00 €	39 335,00 €	47 000,00 €
CONTRAT AMIDEX MULTILINGUISME	54 958,00 €	0,00 €	54 958,00 €	0,00 €	54 958,00 €	0,00 €
Total contrat de recherche	246 063,00 €	0,00 €	246 063,00 €	104 770,00 €	94 293,00 €	47 000,00 €
1 -RENOV EPS : AMENAGEMENTS STRUCTURANTS EPS - OP financée CPER OP2 (FINIMMOB)	1 900 000,00 €	0,00 €	1 900 000,00 €	0,00 €	350 000,00 €	1 550 000,00 €
2- RENOV EPS : AMENAGEMENTS STRUCTURANTS NON FINANCES (IEPAOP2H)	2 008 785,00 €	2 008 785,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
3 - RENOV SITE SAPORTA (IEPAOP4H)	2 570 519,00 €	2 570 519,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total programmes pluriannuels d'investissement	6 479 304,00 €	4 579 304,00 €	1 900 000,00 €	0,00 €	350 000,00 €	1 550 000,00 €

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

Tableau 10  
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	CF 2024												Prévision N+1 et suivantes			
		Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N°	AE nouvelles ouvertes en 2024	TOTAL des AE ouvertes en 2024	AE CONSOMMEES 2024	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N°	CP nouveaux ouverts en 2024	TOTAL des CP ouverts en 2024	CP CONSOMMES EN 2024	AE prévues en N+1 (2025)	CP prévus en N+1 (2025)	AE prévues > 2026 et au-delà	CP prévus > 2026 et au-delà
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)		(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)		(14)	(15)	(16)	(17)
1 -RENOV EPS : AMENAGEMENTS STRUCTURANTS EPS - OP financée CPER OP2 (FINIMMOB)	Investissement	1 900 000	0	0	0	434 895	434 895	413 380	0	0	0	353 223	353 223	97 301	57 050	338 078	1 429 570	1 464 621
2 -RENOV EPS : AMENAGEMENTS STRUCTURANTS NON FINANCES (IEPAOP2H)	Investissement	2 008 785	88 067	88 067	0	35 960	35 960	35 169	53 091	53 091	0	35 219	35 219	35 219	399 000	416 740	1 486 549	1 503 735
3 - RENOV SITE SAPORTA (IEPAOP4H)	Investissement	2 570 519	2 375 500	2 375 500	0	15 611	15 611	14 063	2 253 416	2 253 416	0	97 494	97 494	97 494	169 895	171 985	11 061	47 624
Total Dépenses d'investissement.1		6 479 304	2 463 567	2 463 567	0	486 466	486 466	462 611	2 306 507	2 306 507	0	485 936	485 936	230 014	625 945	926 803	2 927 181	3 015 980
Contrats de recherche 1 : cités éducatives	Personnel	96 398	18 000	27 099	7 981	22 193	30 174	29 468	18 000	27 099	7 981	22 193	30 174	29 468	23 000	23 000	16 830	16 830
	Fonctionnement et intervention	94 707	3 975	25 953	250	23 410	23 660	23 754	4 825	23 104	250	26 600	0	26 603			0	0
	Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 000	25 000	20 000	20 000
Contrats de recherche 2 Multilinguisme Amidex	Personnel	33 235	0	0	-725	8 000	7 275	0	0	0	-725	8 000	7 275	0	15 911	15 911	17 324	17 324
	Fonctionnement et intervention	21 723				12 737	12 737	4 777				9 737	9 737	4 777	0	0	0	0
	Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 800	12 921	5 146	4 025
Total contrat de recherche.2		246 063	21 975	0	7 506	66 340	73 846	58 000	22 825	50 203	7 506	66 530	74 036	60 849	75 711	76 832	59 300	58 179
Contrat de formation continue	Personnel																	
	Fonctionnement et intervention																	
	Investissement																	
Total contrat de formation continue.3			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Contrat d'enseignement	Personnel																	
	Fonctionnement et intervention																	
	Investissement																	
Total contrat de formation continue.4			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Ss total personnel	129 633	18 000	27 099	7 256	30 193	37 449		18 000	27 099	7 256	30 193	37 449		38 911	38 911	34 154	34 154
	Ss total fonctionnement et intervention	116 430	3 975	25 953	250	36 147	36 397		4 825	23 104	250	36 337	36 587		36 800	37 921	25 146	24 025
	Ss total investissement	6 479 304	2 463 567	2 463 567	0	486 466	486 466		2 306 507	2 306 507	0	485 936	485 936		625 945	926 803	2 927 181	3 015 980
TOTAL		6 725 367	2 485 542	2 516 619	7 506	552 806	560 312	520 611	2 329 332	2 356 710	7 506	552 466	559 972	290 863	701 656	1 003 635	2 986 481	3 074 159

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	CF 2024	CF 2024		Prévisions en 2026 et suivantes			
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à 2024	Encaissement réalisés sur 2024	Encaissements prévus en 2025	Encaissements prévus en 2026		Encaissements prévus > N+3
		(18)	(19)	(20)	(21)	(23)		
Dépenses d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	1 400 000	0	350 000	200 000	850 000		
	Autres financements publics**	500 000						500 000
	Autres financements ***							
Total PPI.1		1 900 000	0	350 000	200 000	850 000		500 000
Contrats de recherche 1 : cités éducatives	Financement de l'Etat*	144 105	104 770	39 335	47 000	0		
	Autres financements publics**							
	Autres financements***							
Contrats de recherche 2 : Amidex Multilinguisme	Financement de l'Etat*	54 958	0	54 958	0	0		0
	Autres financements publics**							
	Autres financements***							
Total contrat de recherche.2		144 105	104 770	94 293	47 000	0		
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*							
	Autres financements publics**							
	Autres financements***							
Total contrat de formation continue.3								
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*							
	Autres financements publics**							
	Autres financements***							
Total contrat de formation continue.4								
	Ss total financement de l'Etat							
	Ss total autres financements publics							
	Ss total autres financements							
TOTAL		2 044 105	104 770	444 293	247 000	850 000		500 000

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchés

Merci de bien vouloir renseigner les cases ci-dessous en priorité

Etablissement :	IEP
Exercice :	2024
BP/BR n°/CF :	CF
Date du vote par le CA :	08/03/2025

TABLEAU  
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Stocks initiaux			CF2023	BR 2024	CF 2024
	1	Niveau initial de restes à payer	2 289 059	1 731 216	1 731 216
	2	Niveau initial du fonds de roulement	1 612 240	938 800	938 800
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 202 996	- 379 347	- 379 347
	4	Niveau initial de la trésorerie	1 815 235	1 318 146	1 318 146
Flux de l'année	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	221 141	648 281	648 281
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	1 594 092	669 865	669 865
	5	Autorisations d'engagement	6 118 667	6 255 737	5 869 985
	6	Résultat patrimonial	- 175 928	107 740	116 811
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	357 024	422 260	672 206
	8	Variation du fonds de roulement	- 673 440	122 260	708 777
	9	Opérations bilanciell	SENS	- 68 836	17 019
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -		
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+		
		Cautionnements et dépôts	-		
	10	Opérations comptables non retr	SENS	2 813	- 8 751
		Variation des stocks	+ / -	588	- 1 362
		Production immobilisée	+		
		Charges sur créances irrécouvrables	-	2 163	-
		Produits divers de gestion courante	+	62	- 7 388
	11	Décaissements de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	- 179 136	169 438
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices	+ / -	- 329 630	- 129 280
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	150 494	298 718
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	- 428 281	- 64 197	867 234
	12.a	Recettes budgétaires	6 248 229	6 241 540	6 378 772
	12.b	Crédits de paiement ouverts	6 676 510	6 305 737	5 511 539
Stocks finaux	13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	- 68 836	17 019	340 360
	14	Variation de la trésorerie = 12 + 13	- 497 117	- 47 178	1 207 593
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	77 969	80 817	475 746
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	- 575 058	- 127 995	731 847
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	- 176 323	169 438	- 498 817
	16	Restes à payer	- 557 843	- 50 000	358 446
	17	Niveau final de restes à payer	1 731 216	1 681 216	2 089 662
Stocks finaux	18	Niveau final du fonds de roulement	938 800	1 061 060	1 647 576
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 379 347	- 209 909	- 878 164
	20	Niveau final de la trésorerie	1 318 146	1 270 968	2 525 740
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	648 281	729 098	1 124 027
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	669 865	541 870	1 401 712

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale



# Analyse du compte financier 2024

Rapport de l'Ordonnateur  
et de l'Agent Comptable

Conseil d'Administration du 8 mars 2025



## Table des matières

Introduction.....	2
Principaux éléments de 2024 .....	3
<b>I. LES OPERATIONS BUDGETAIRES.....</b>	<b>4</b>
A – Les autorisations d’engagement (AE) .....	4
B – Les crédits de paiement (CP) .....	8
C - Les recettes encaissées.....	10
D - Le solde budgétaire :.....	12
<b>II. ANALYSE DE LA SOUTENABILITE BUDGETAIRE.....</b>	<b>12</b>
A – Les autorisations budgétaires et les restes à payer (RAP) .....	12
B – L’équilibre financier.....	14
<b>III. L’ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT ET DU BILAN.....</b>	<b>15</b>
A- Le compte de résultat et son évolution .....	15
a. L’analyse de l’évolution des recettes .....	16
b. L’analyse de l’évolution des dépenses .....	17
B- La capacité d’autofinancement .....	19
C- L’Analyse du bilan .....	20
a. La variation du fonds de roulement de l’exercice .....	20
b. Le fonds de roulement.....	21
c. Le besoin en fonds de roulement.....	22
C – LA TRESORERIE .....	23
<b>ANNEXE : ELEMENTS RELATIFS AU TITRE 2 ETAT - PLAFOND D’EMPLOIS / CREDITS DE MASSE SALARIALE .....</b>	<b>25</b>

# Introduction

---

L'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (IEP ou Sciences Po Aix) est un établissement public administratif autonome d'enseignement supérieur créé en 1956. Il est l'un des dix Instituts d'Études Politiques de France.

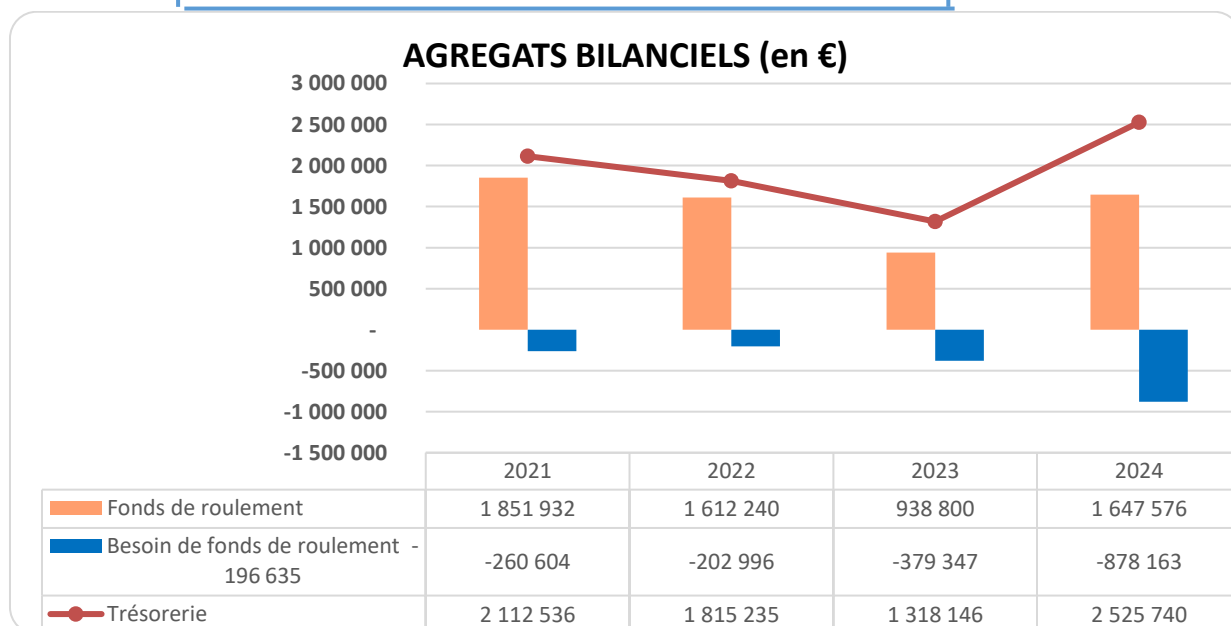
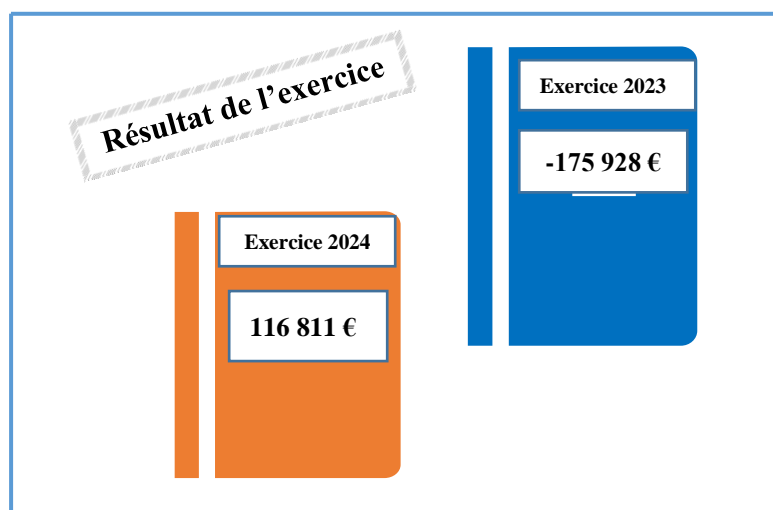
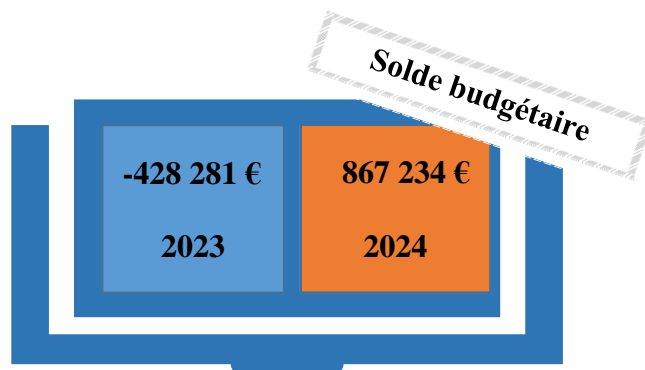
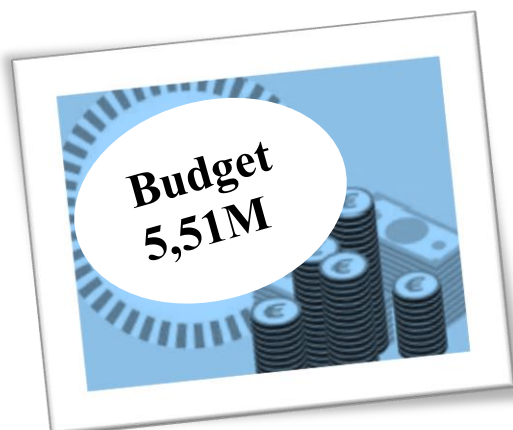
Le compte financier rend compte de la situation financière de l'établissement appréciée à la fin de chaque exercice (le 31 décembre de chaque année).

Il s'inscrit dans un processus de « qualité des comptes » dans la perspective de leur « certification ».

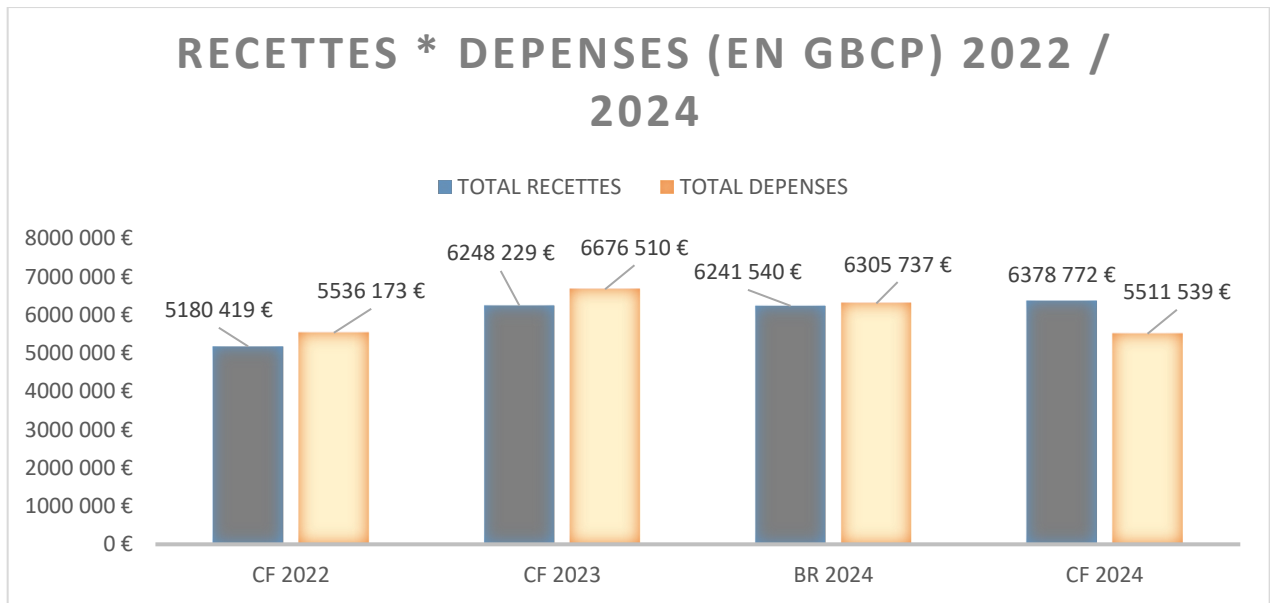
Le compte financier 2024 est réalisé conformément au décret du 7 novembre 2012 sur la gestion budgétaire et comptable publique. Antérieurement au décret GBCP (Gestion budgétaire et comptable public), la soutenabilité budgétaire s'appréciait au regard du compte de résultat qui devait être présenté à l'équilibre et du niveau de fonds de roulement. Cette doctrine ne tenait pas compte de la dimension pluriannuelle des engagements donnés, ni des variations liées à la trésorerie. Désormais, la soutenabilité budgétaire s'apprécie à partir de données issues des deux comptabilités budgétaire et patrimoniale :

- ▶ Les restes à payer ;
- ▶ Les opérations pluriannuelles ;
- ▶ Le solde budgétaire ;
- ▶ La variation de la trésorerie (fléchée ou non) ;
- ▶ Le résultat ;
- ▶ La capacité d'autofinancement ;
- ▶ La variation du fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

## Principaux éléments de 2024



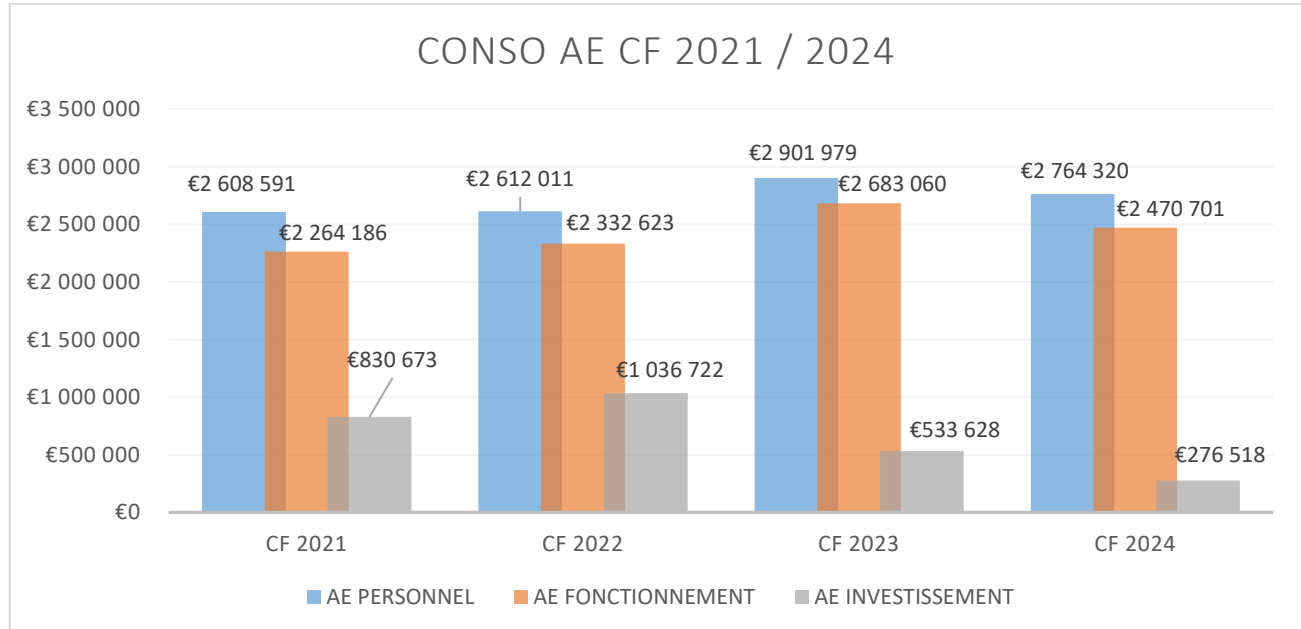
## I. LES OPERATIONS BUDGETAIRES



### A – Les autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice.

La consommation d'AE de l'exercice 2024 s'établit à 5 869 985 €. (Tableau 2)



Ce montant se décompose comme suit :

La consommation des AE MS ouvertes au titre de l'année 2024 s'élève à 95 %

- ▶ 2 764 320 € en masse salariale (MS) contre 2 901 979 € en 2023

La consommation des AE fonctionnement ouvertes au titre de l'année 2024 s'élève à 95 %

- ▶ 2 255 715 € en fonctionnement contre 2 683 060 € en 2023

La consommation des ouvertures AE d'investissement au titre de l'année 2024 s'élève à 84 %

- ▶ 548 509 € en investissement, contre 533 628 € en 2023

La consommation moyenne globale des AE sur l'année 2024 s'élève à 94%, légèrement inférieure à celle de 2022, 96%. Le taux de réalisation sur la partie « investissement », avec moins d'opérations engagées que prévues sur l'année 2024 s'élève à 84%.

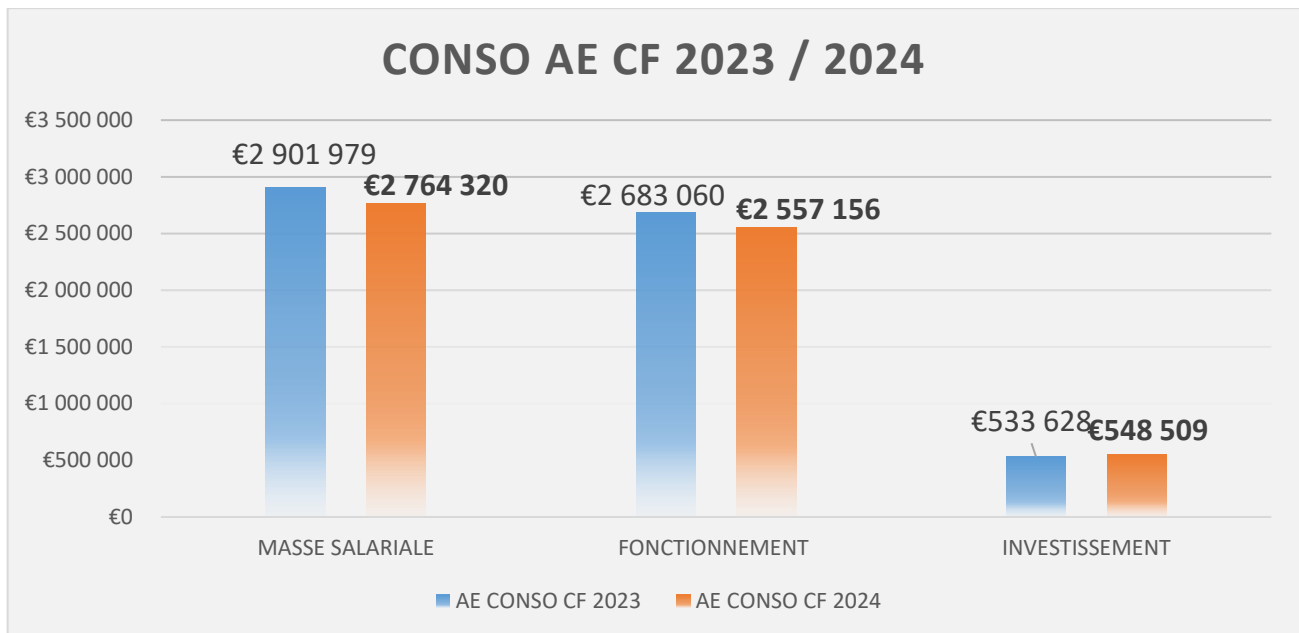
	AE PREVISION 2024	CONSOMMATION AE 2024	% DE CONSO
MASSE SALARIALE	2 900 000 €	2 764 320 €	95%
FONCTIONNEMENT	2 705 737 €	2 557 156 €	95%
INVESTISSEMENT	650 000 €	548 509 €	84%
<b>TOTAL AE 2024</b>	<b>6 255 737 €</b>	<b>5 869 985 €</b>	<b>94%</b>
<b>RECETTES 2024</b>	<b>6 241 540 €</b>	<b>6 378 772 €</b>	<b>102%</b>

Les taux de consommation des crédits de personnel et ceux des AE de fonctionnement atteignent les 95% en 2024.

Les dépenses de personnel entre 2023 et 2024 sont en diminution (- 137 k€) malgré l'impact des mesures salariales de 2023 (revalorisation du point d'indice de juillet 2023, hausse du SMIC...) ayant des effets reports sur la masse salariale en 2024 (+ 40 k€).

Les crédits de personnels contractuels permanents restent stables entre 2023 et 2024 (33 ETPT en 2024 contre 32.57 en 2023). Les principales baisses de la masse salariale entre ces deux années provient de l'évolution des dépenses hors plafond constituées par les vacances directement liées à l'offre de formation passant d'un budget de 1 395 845 € en 2023 à 1 254 663 € en 2024. Si on constate une diminution du nombre d'intervenants non titulaires au profit d'intervenants fonctionnaires (qui génèrent des économies sur les charges afférentes), il est aussi à noter que le dernier contrat emploi jeune doctorant a pris fin en 2023 et que le volume d'heures travaillé par les tuteurs étudiants est en baisse entre 2023 et 2024 (55 k€ d'économie).





**Le niveau de consommation des AE des dépenses de fonctionnement est en diminution de – 125 k€ par rapport à 2023 qui s’explique par plusieurs phénomènes qui se conjuguent.**

Cette diminution repose principalement sur l’impact des engagements pluriannuels effectués en 2023 et qui couvrent des périodes ultérieures ; ces montants peuvent être importants sur des marchés conséquents comme la maintenance ou les prestations d’accueil et de sécurité.

Il est à noter aussi que l’augmentation de certaines dépenses en 2024 par rapport à 2023 est compensée par des économies réalisées sur d’autres dépenses de fonctionnement : l’analyse des dépenses annuelle est effectuée de manière détaillée dans la partie III. Analyse du compte du résultat de ce document.

**Le niveau de consommation des AE d’investissement est quasiment stable entre 2023 et 2024 ; les dépenses concernent essentiellement des investissements inscrits au plan pluriannuel d’investissement (PPI)**

Les principaux engagements sur la masse investissement en 2024 concernent le site Philippe Seguin (EPS) qui comportent les opérations financées par les fonds propres (contrôle d’accès du site) et l’opération de restructuration du site financée par le plan de financement contrat d’avenir allant jusqu’en 2027.

- La mise en œuvre du contrôle d’accès sur le site Espace Philippe Seguin (EPS) : si les sommes engagées en 2023 (60 k€) correspondent au lancement du projet et que les travaux étaient

prévus sur l'exercice 2024, le calendrier a été décalé impliquant l'ouverture des crédits sur 2025. Ainsi en 2024 les AE avaient été évaluées lors du budget rectificatif à un montant de 37 k€ pour une consommation effective de 35K€ en AE et CP au 31/12/2024.

- L'opération de restructuration : l'année 2024 marque le point de départ de travaux d'envergure sur le site EPS. En effet un ensemble de travaux de rénovation et de réhabilitation a été entrepris afin d'améliorer les conditions de travail et d'études sur ce site. Cette opération intégrée au Contrat d'avenir (2021-2027) bénéficie d'un financement à hauteur de 1,9 M€, dont les premiers encaissements ont été enregistrés en 2024 (350 000€).

Ainsi en 2024 l'essentiel des dépenses réalisées pour cette opération concernent la désignation de la maîtrise d'œuvre ainsi que des missions d'études (études géotechniques notamment) et de diagnostic. Le montant des AE a été revu à la baisse au moment du BR (- 159 k€ par rapport au BI) et les AE consommées au 31/12/2024 s'élèvent à 413 k€. En revanche les CP prévus à hauteur de 353 k€ n'ont été consommés qu'à hauteur de 97 k€ puisque la mission de maîtrise d'œuvre et les études engagées s'étalent sur plusieurs phases dont l'exécution et la facturation n'ont été que partielles sur 2024.

- Les autres dépenses du PPI concernent, de façon marginale pour les AE (14 k€), une dernière vague de dépenses (mobilières notamment) qui avaient été entreprises dans le cadre de la rénovation du site Saporta. Concernant les CP ouverts et consommés à hauteur de 97 k€ en 2024, ils concernent le solde des règlements des travaux relatifs au Work café achevés l'année précédente.

Ainsi les AE de l'exercice symbolisent la transition entre la fin du cycle d'opérations dédiées au site Saporta et le basculement vers le commencement de celles sur l'EPS.

En dehors des dépenses d'investissement liées aux opérations décrites précédemment s'inscrivent dans cette rubrique les diverses dépenses hors PPI relatives aux outils numériques avec essentiellement le renouvellement de postes de travail (**21 k€**) ainsi que des petites dépenses d'investissement ponctuelles hors PPI entreprises par la direction du patrimoine et logistique (divers travaux courants) (**AE = 64 k€**).

## **B – Les crédits de paiement (CP)**

**Les crédits de paiement correspondent à la limite supérieure des dépenses payées et décaissées sur l'exercice.**

Ils représentent en 2024 un total de 5 511 539 € (Tableau 2).

Ce montant se décompose comme suit :

La consommation des CP MS ouverts au titre de l'année 2024 s'élève à 95 %

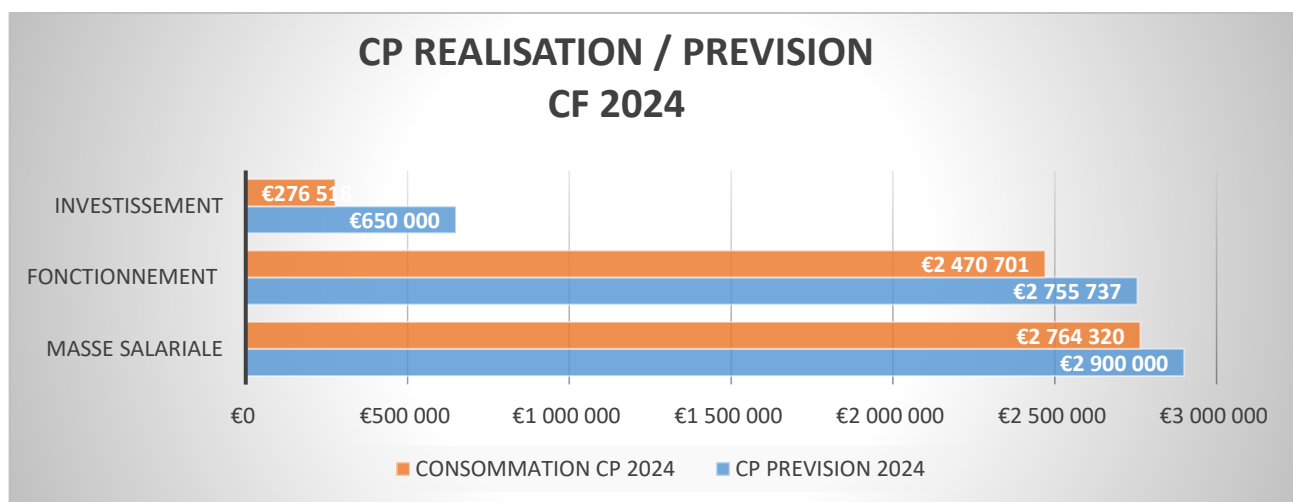
- ▶ 2 764 320 € en masse salariale (MS) contre 2 901 979 € en 2023

La consommation des CP fonctionnement ouverts au titre de l'année 2024 s'élève à 90 %

- ▶ 2 470 701 € en fonctionnement, contre 2 725 485 € en 2023

La consommation des ouvertures CP d'investissement au titre de l'année 2024 s'élève à 43% avec 650 000 € prévu et 276 518 € consommé

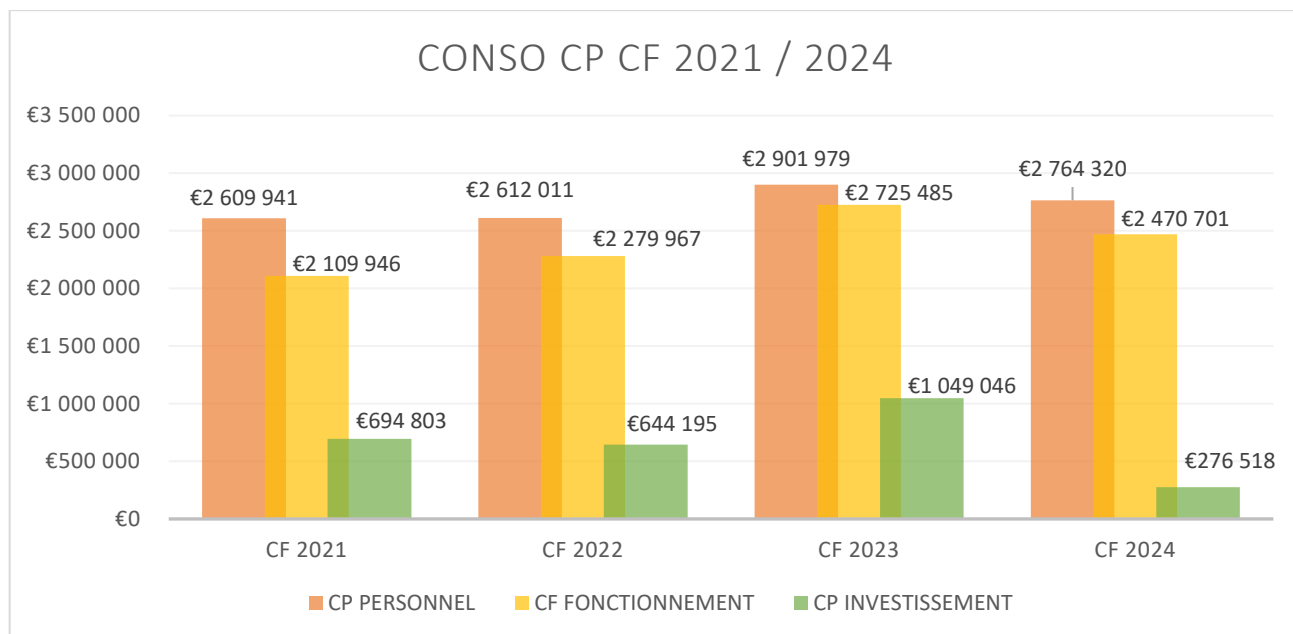
- ▶ 276 518 € en investissement, contre 1 049 046 € en 2023



**Les crédits de paiement sont calculés à partir des masses financières portant sur le personnel, le fonctionnement et l'investissement avec une distinction selon que les crédits sont fléchés ou non.**

**La consommation moyenne globale des CP sur l'année 2024 s'élève à 87 %.** Si, comme vu précédemment, la baisse des autorisations d'engagement est faible entre les deux années, la diminution des crédits de paiement est beaucoup plus significative à la fois en fonctionnement et en investissement.



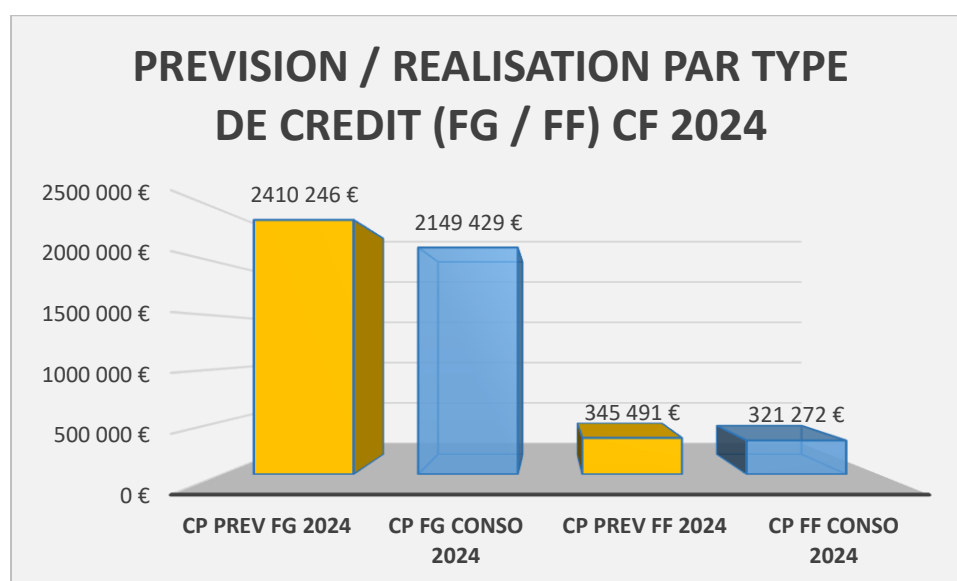


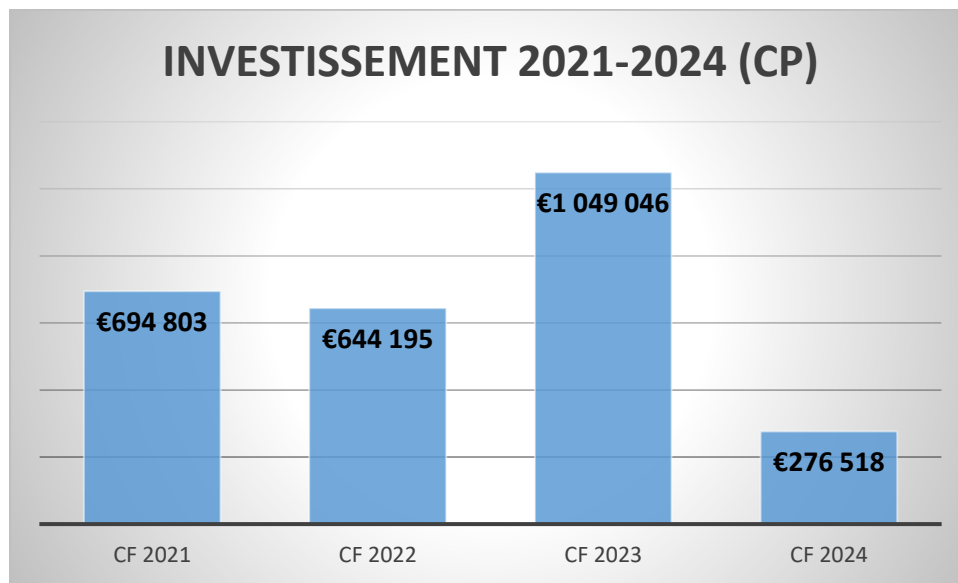
**Sur les crédits de personnels**, l'analyse pour les autorisations d'engagement reste valable pour les CP.

**Sur les crédits de fonctionnement**, on note, dans la lignée de la diminution des AE une baisse de 254 k€ par rapport à l'exercice 2023.

Les développements relatifs aux AE (en dehors des contrats pluriannuels) sont valables pour les CP dans la mesure où les décaissements sont intervenus en cours d'exercice. De plus, de nombreux décaissements avaient été effectués en début d'année 2023. La consommation de CP de l'année 2024 revient à un niveau plus proche des années antérieures avec des montants de paiement proche des 2 500 k€.

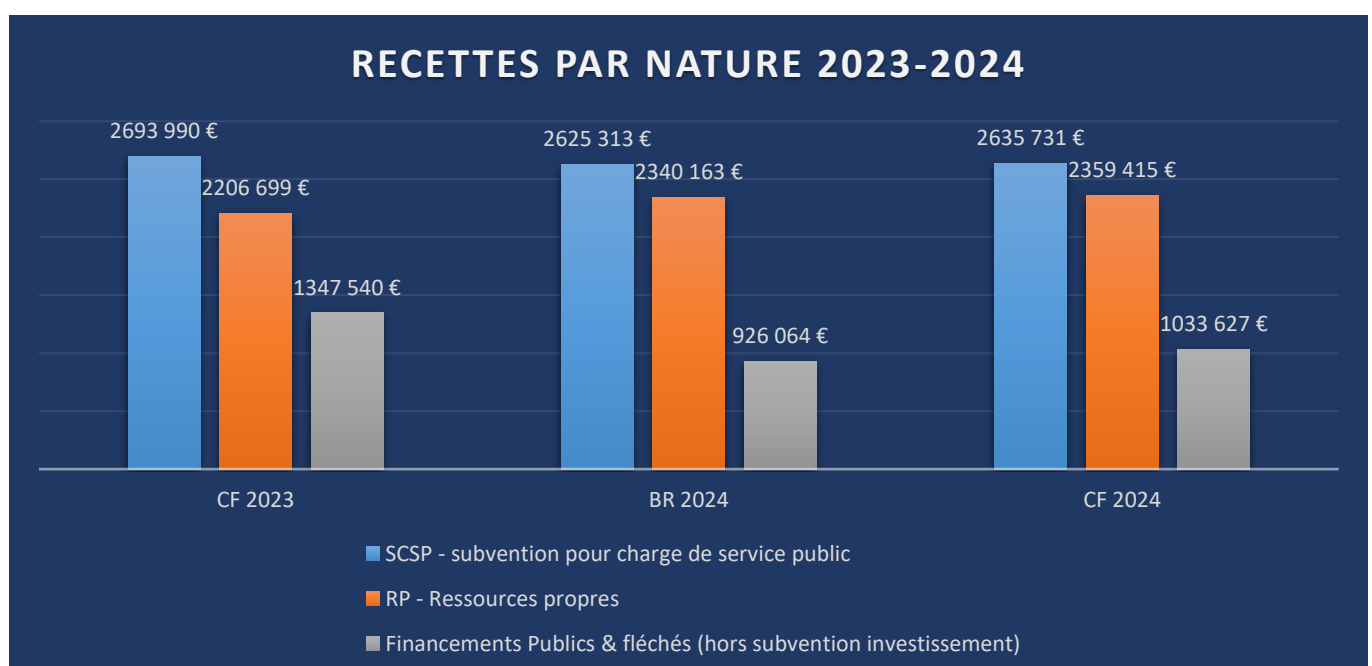
**Les crédits de fonctionnement fléchés**, présentent une consommation de 93%.





**Sur les dépenses d'investissement**, la consommation de CP s'élève à 43% malgré le budget rectificatif qui avait déjà ajusté les crédits nécessaires. Le décalage des travaux sur le site de l'EPS explique cette sous consommation des crédits d'investissement (276 k€ contre 650 k€ prévu), avec notamment comme vu précédemment sur le point des dépenses d'investissement, un décalage de paiement entre fin décembre 2024 et début janvier 2025.

## C - Les recettes encaissées



**Les recettes budgétaires** s'élèvent à 6 378 772 € en 2023 contre 6 248 229 € en 2022 soit une légère hausse de 2%. Le taux d'exécution des recettes par rapport aux prévisions est de 99,8%. Cette tendance à la hausse et avec un taux d'exécution proche des 100%, sont extrêmement satisfaisants même si elle demeure en partie conjoncturelle.

Même si la hausse globale des recettes reste marginale on constate toutefois des postes en augmentation :

- les ressources propres qui passent de 2 206 k€ en 2022 à 2 359 k€ en 2023, du fait :
- d'une hausse de la formation continue passant de 278 k€ en 2022 à 312 k€ en 2023 et d'une hausse de la recette d'apprentissage (CFA), ce poste enregistrant une hausse de 32 k€ entre les deux exercices. Cette augmentation est moins significative qu'entre 2021 et 2022 (+73k€) mais vient toutefois conforter la tendance sur ce poste de recettes propres.
  - d'une hausse de la taxe d'apprentissage dont le montant a quasiment doublé passant de 65 k€ en 2022 à 126 k€ en 2023. Toutefois il faut noter que ce dernier montant comprend un rattrapage de 42 k€ de TA 2022.

Remarque : Des recettes détenues par le CFA correspondant aux soldes restants dus au titre des années 2021-2022 et 2022-2023 pour un montant de 243 835 € ont été versées en 2023 en application de protocole de gestion des fonds CFA voté en décembre 2020. Ces sommes ne viennent pas s'ajouter à ces recettes budgétaires mais sont inscrites en report à nouveau dans le bilan comptable.

- Les recettes fléchées qui enregistrent une hausse de 112% entre les deux exercices soit (+ 490 k€).

La recette d'investissement issue du contrat d'avenir 2021-2027 versée pour le financement des travaux de restructuration de l'espace Philippe Seguin d'un montant de 350 000 € et perçue pour la première fois en 2023 contribue largement à l'augmentation du poste des recettes fléchées.

Pour le reste, si l'encaissement de la subvention dédiée aux bourses UFA reste à peu près stable (- 3 k€), on enregistre une augmentation plus importante de celle liée aux bourses ERASMUS (+111 k€). Cela s'explique à la fois par l'encaissement en 2023 d'une partie de la subvention 2023-2026, du solde de la subvention 21-23 mais également d'un encaissement consécutif à une nouvelle subvention s'inscrivant dans le cadre d'un projet Maroc/Liban pour les années 2023 à 2026.

En ce qui concerne les contrats de recherche ils sont en 2023 au nombre de deux : le contrat « cités éducatives » dont l'impact financier est à peu près constant depuis son démarrage en 2022, enregistre

une légère baisse de son financement fléché en 2024 (-13 k€) qui se compense par l'ouverture en 2024 du contrat « AMIDEX projet multilinguisme » dont le financement a été perçu pour sa totalité sur l'exercice soit un montant de 55 k€, soit une augmentation globale de +41 K€ sur ce poste de recettes fléchées.

Les financements de l'Etat sont globalement en diminution : c'est notamment le cas de la SCSP qui affiche un montant de 2 635 731 € en 2024 contre 2 693 990 € en 2023.

On constate aussi une baisse significative sur le poste des autres financements publics passant de 535 k€ en 2023 à 65 k€ en 2024. D'une part l'établissement a perçu en 2023 un financement d'un montant de 348K€ de l'UE consécutif à un appel à projet remporté et qui s'est clôturé l'année dernière. D'autre part cette baisse s'explique par un financement moins important dédié au colloque sécurité qui a lieu chaque année, la région n'ayant effectué aucun versement cette année. On enregistre ainsi une baisse de 21 k€.

Enfin même si la convention liée au dispositif « prépa-talents » attribue un montant identique chaque année, un décalage des encaissements de 2022 sur 2023 a entraîné une hausse ponctuelle des encaissements sur 2023 d'où une diminution constatée en 2024.

### **C - Le solde budgétaire :**

Le solde budgétaire représente la différence entre les recettes encaissées et les dépenses décaissées. Il s'agit d'un solde ayant une incidence sur la trésorerie.

Il était négatif en 2023 (- 428 k€) lié au déploiement du PPI (1 049 046 € de CP d'investissement en 2023) et l'année 2024 se clôture avec un solde positif de 867 234 € lié essentiellement au décalage des travaux sur l'année 2025.

## ***II. ANALYSE DE LA SOUTENABILITE BUDGETAIRE***

Le décret du 7 novembre 2012 sur la gestion budgétaire et comptable publique introduit de nouvelles notions, telles que les engagements de l'établissement conduits sur les exercices à venir et les notions de trésorerie.

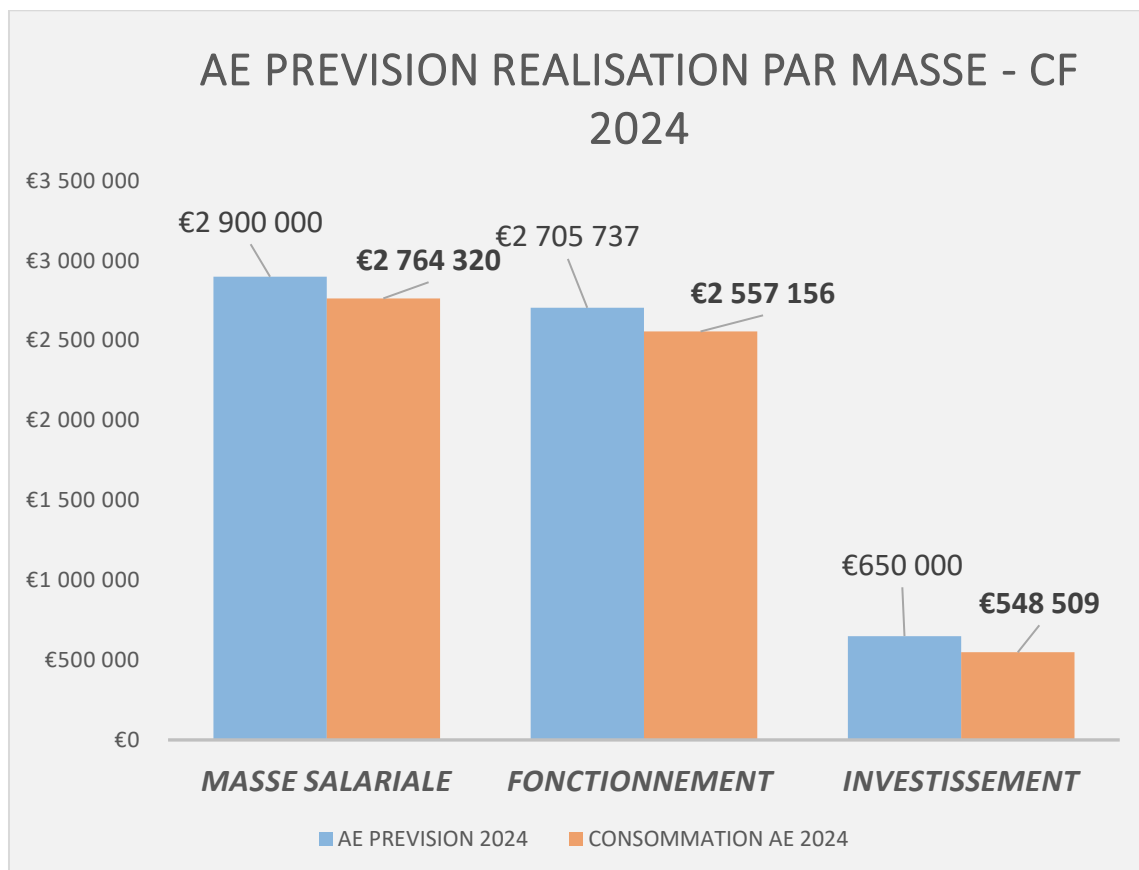
La soutenabilité budgétaire s'apprécie donc au regard des niveaux et pas seulement des variations. L'analyse tend ainsi à démontrer la pérennité à long terme des finances de l'établissement et la faisabilité de ses projets.

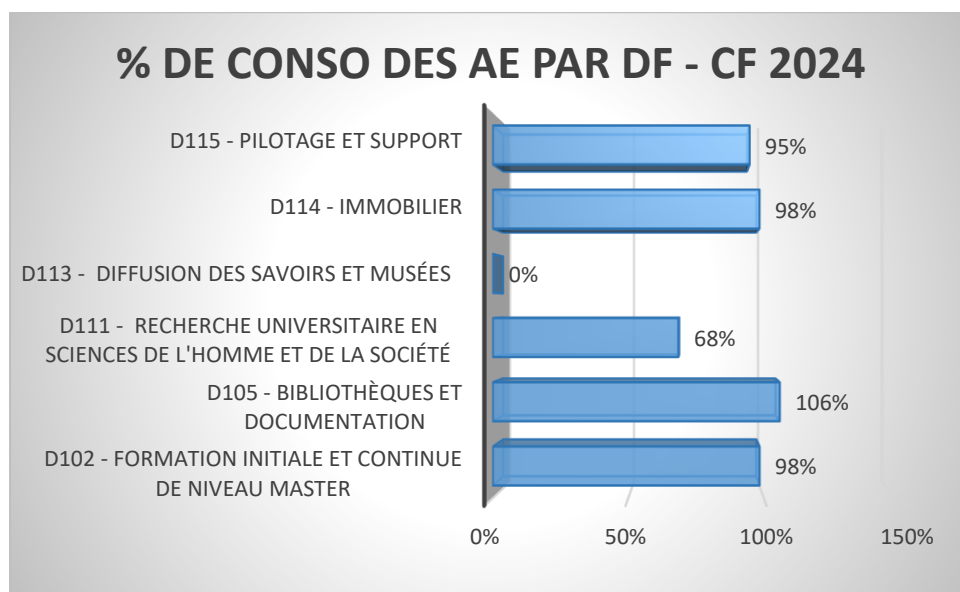
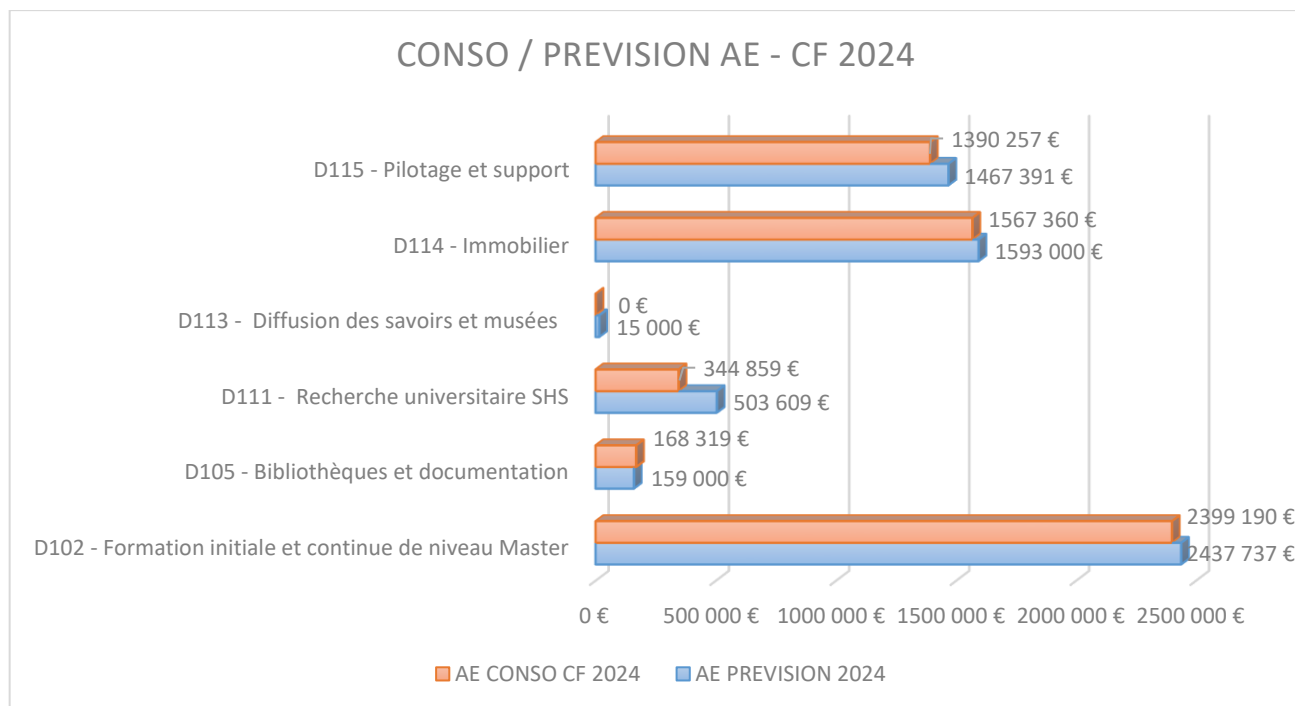
### **A – Les autorisations budgétaires**

Les AE 2024 n'ont été consommées qu'à hauteur des engagements fermes constatés, c'est-à-dire certains dans leur montant et dans leur durée.

Elles représentent au 31/12/2024 un montant global de 5 511 539 € et se répartissent sur les trois grandes masses financières que sont le personnel (2 764 320 €), le fonctionnement (2 557 156 €) et l'investissement (548 509 €).

La consommation des AE 2024 représente 94% des AE ouvertes au BR 2024. Par domaine fonctionnel, le constat est le suivant :





### **B – L'équilibre financier**

L'équilibre financier mesure la part de la trésorerie disponible en vue de financer le solde budgétaire de l'établissement.

En 2024, le solde budgétaire positif à 867 234 € vient augmenter la trésorerie de l'établissement. Celle-ci s'élève ainsi au 31 décembre 2024 à 2 525 740 €.

### III. L'ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT ET DU BILAN

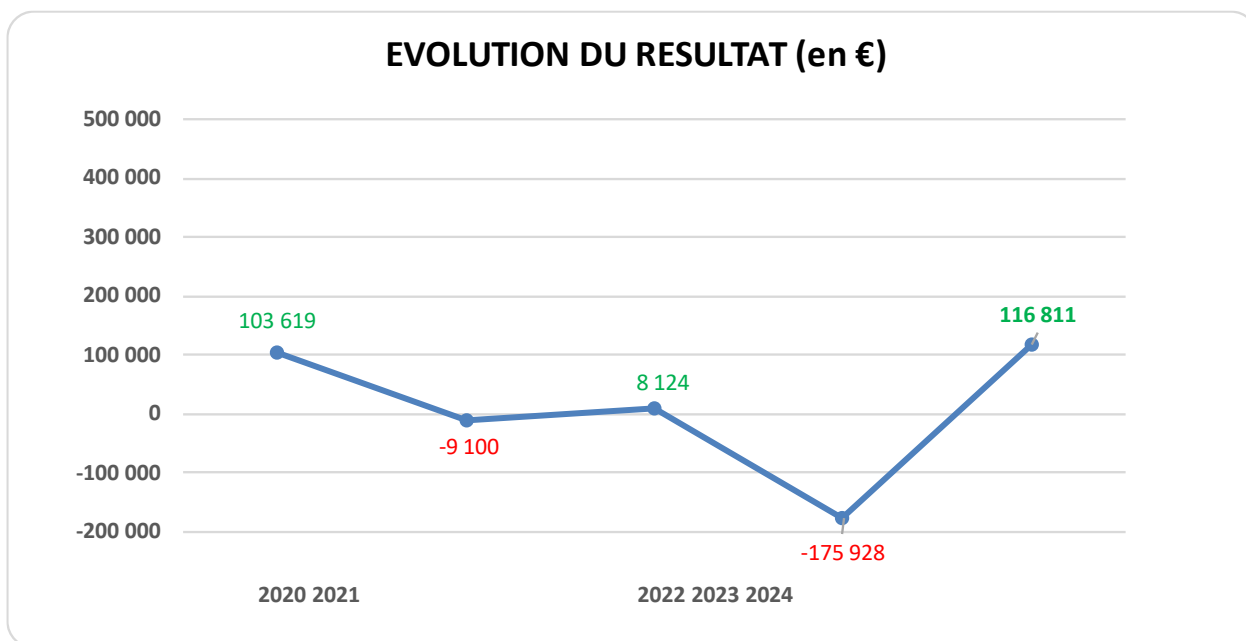
Cette analyse financière repose principalement sur deux documents comptables obligatoires, le compte de résultat qui va retracer l'ensemble des produits et des charges de l'institut durant l'exercice comptable (année civile) et le bilan qui va donner une photographie de situation du patrimoine de l'institut au 31 décembre de l'année.

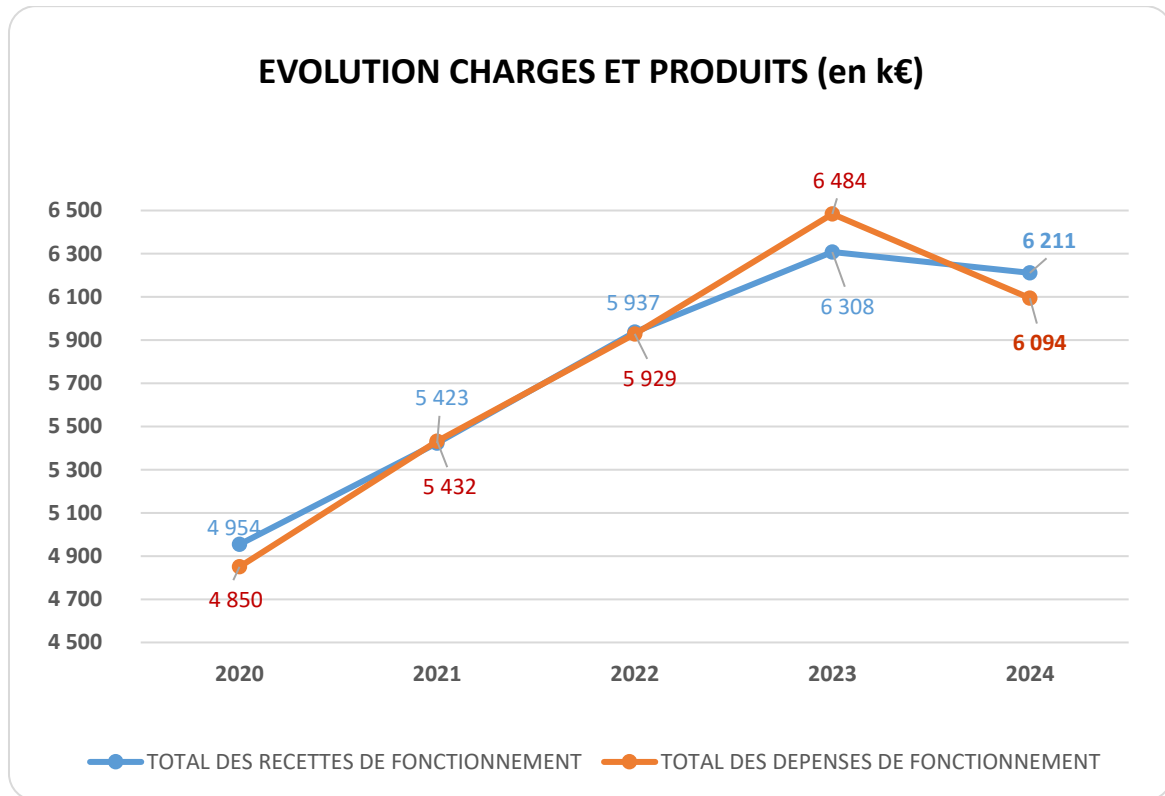
#### A- LE COMPTE DE RESULTAT ET SON EVOLUTION

L'exercice 2024 est bénéficiaire à hauteur de + 116 k€, soit une variation de + 293 k€ par rapport à l'exercice 2023.

Cette variation se décompose en

- une diminution sensible des charges qui s'établissent à 6,1 M€ au lieu de 6,5 M€ en 2023 (-390 k€, soit - 6,0%)
- une diminution moins marquée des produits qui s'élèvent à 6,2 M€ contre 6,3 M€ en 2023 (-97 k€, soit - 1,5%)





Voici les éléments qui expliquent ce déficit :

### a. L'analyse de l'évolution des produits

COMPTE	INTITULE	2020	2021	2022	2023	2024	VARIATION 2023/2024 en €	VARIATION 2023/2024 en %
70	Ventes produits fabriqués, prestations de service, marchandises	1 539 917	1 925 218	1 842 523	2 206 094	2 265 713	59 619	2,7%
74	Subvention d'exploitation et taxe d'apprentissage	2 967 035	3 075 395	3 526 678	3 616 247	3 460 896	- 155 351	-4,3%
75	Autres produits de gestion courante (Hors P.I.)	132 841	117 780	105 297	96 319	147 029	50 709	52,6%
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	0,0%
78	Quote part reprise au résultat (financement de l'actif)	314 130	304 606	462 569	389 303	337 270	- 52 032	-13,4%
<b>TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>4 953 923</b>	<b>5 423 000</b>	<b>5 937 067</b>	<b>6 307 963</b>	<b>6 210 907</b>	<b>- 97 056</b>	<b>-1,5%</b>

**Les produits sont en diminution légère de 1,5 % soit – 97 k€.**

Cela s'explique par :

- Une diminution des droits d'inscription (-113 k€) entre 2023 et 2024 liée à un décalage de comptabilisation des produits principalement sur le master renseignement dont la session s'étale de septembre N à Décembre N+1. En effet une partie des produits issus de la session 2022/2023 ont été, faute de convention reçue dans les temps, comptabilisés début 2023 et ceux de la session 2023/2024 ont été rattachés en totalité au bon exercice ce qui tend à augmenter les recettes constatées sur 2023. En revanche sur l'année 2024 seules les recettes se rattachant à l'exercice ont été comptabilisées (notamment avec le jeu des PAR).



- et une baisse des subventions de fonctionnement (-218 k€) : en dehors de la baisse de la subvention pour le projet Cité éducatives (-13 k€) et de l'IRA Bastia (du fait d'un nombre d'étudiants inscrits plus faibles) , l'essentiel de cette diminution provient du décalage de versements des subventions liées à l'attribution de bourses (dont le produits est équivalent aux dépenses mais pas sur la même année, les subventions étant calculées sur les dépenses de l'année N-2).
- que ne compensent pas les bons résultats sur la formation continue (+ 83 k€) et la taxe d'apprentissage (+ 62 k€)

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2023/2024 en €	Variation 2023/2024 en %
Droits d'Inscription	755 040	854 570	843 560	1 049 985	943 047	- 106 938	-11%
Prestation Formation Continue	302 038	274 264	511 018	601 196	684 327	83 131	12%
Autres prestations	482 840	796 385	487 946	554 914	638 339	83 426	13%
Ministère Ens.Sup. et Recherche (fonctionnement)	2 250 269	2 425 818	2 458 369	2 693 990	2 635 731	- 58 259	-2%
Autres Ministères et ANR	69 490	49 500	381 038	331 786	281 286	- 50 500	-18%
Subv. Collectivités territoriales (communes, région, département)	147 846	174 884	195 042	89 094	68 096	- 20 998	-31%
Taxe apprentissage	92 594	80 030	106 647	64 122	126 506	62 384	49%
Subventions autres organismes	406 836	345 164	385 582	437 256	349 277	- 87 979	-25%
Autres produits de gestion courante	132 841	117 780	105 297	96 319	147 029	50 709	34%
Produits financiers	-	-	-	-	-	-	0%
Quote part reprise financement et provisions	314 130	304 606	462 569	389 303	337 270	- 52 032	-15%
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 953 923</b>	<b>5 423 000</b>	<b>5 937 067</b>	<b>6 307 963</b>	<b>6 210 907</b>	<b>- 97 056</b>	<b>-2%</b>

## b. L'analyse de l'évolution des charges

COMPTE	INTITULE	2020	2021	2022	2023	2024	VARIATION 2023/2024 en €	VARIATION 2023/2024 en %
60	Achats et variations de stock (Electricité, eau, gaz, carburant, petites fournitures)	197 275	189 385	368 263	405 141	284 629	- 120 512	-42,3%
61	Services extérieurs (Assurances, acquisitions d'ouvrages, locations mob. et immob.)	341 932	419 065	451 200	441 702	380 455	- 61 247	-16,1%
62	Autres services extérieurs (Frais de télécom, honoraires, contrats de maintenance)	839 106	992 220	1 104 693	1 195 951	1 189 491	- 6 460	-0,5%
63	impôts et taxes	-	-	40 687	48 669	44 278	- 4 391	-9,9%
64	Charges de personnel (dont Taxes sur le transport et Cotisations FNAL)	2 449 234	2 599 739	2 576 755	2 845 905	2 720 478	- 125 427	-4,6%
65	Autres charges de gestion courante	400 306	518 329	633 358	624 269	582 101	- 42 168	-7,2%
66	Charges financières	2	-	19	-	-	-	0,0%
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	622 449	713 362	753 967	922 254	892 665	- 29 589	-3,3%
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>4 850 304</b>	<b>5 432 100</b>	<b>5 928 942</b>	<b>6 483 891</b>	<b>6 094 096</b>	<b>- 389 795</b>	<b>-6,0%</b>

**Les charges de fonctionnement diminuent assez sensiblement de 6,0 % soit -390 k€.**

Cela s'explique par :

- **Un effort marqué sur les achats de – 121 k€ (- 42,3 %)**
  - Pas d'incidence de l'effet prix ni de l'amortisseur sur les charges d'électricité, stables à 123 k€, mais une diminution de 13% des dépenses de gaz (à 61 k€ contre 74 k€ en 2023), et d'eau (-11 k€)
  - Un effort marqué sur les dépenses de fournitures qui diminuent de 97 k€, soit - 49 % (94 k€ contre 191 k€ en 2023)
- **Une diminution des charges de services extérieurs de 61 k€ (- 16,1 %)**
  - Pas de frais d'études et de recherches en 2024, et une légère baisse des locations mobilières (- 17 k€) et des frais de maintenance (- 8 k€)
- **La stabilité des charges liés aux autres services extérieurs (- 0,5%)**
  - Augmentation des frais d'honoraires d'avocat à 65 k€ (+53 k€, + 81 %)
  - Stabilité des frais de mission et assimilés à 187 k€ (-7k€, - 4%)
  - Diminution des frais de réception à 99 k€ (-13 k€, -13%) et des frais d'affranchissement à 10 k€ (-38 k€, divisé par 4)
  - Forte augmentation des charges de nettoyage à 195 k€ (+156 k€, +79% dont le marché a été revu en 2024 avec une augmentation des tarifs liées aussi à l'augmentation des surfaces et à des prestations ponctuelles du fait de la fin des travaux), et de gardiennage (+42 k€, +78%) compensée par moins de prestations informatiques pour 25 k€ (-159 k€, divisé par 8, baisse essentiellement liée à des dépenses ponctuelles intervenues en 2023 pour renforcer les équipements informatiques et non reconduit en 2024)
- **Une diminution de 125 k€ des charges de personnel (- 4,6%)**
- **Une diminution de 42 k€ des autres charges de gestion courante (-7,2%)** liée à une diminution des volumes payés dans le cadre des dispositifs d'intervention pour compte propre (-26 k€)
- Une diminution des dotations aux amortissements et provisions de 59 k€ (-7%) et une augmentation des provisions pour dépréciations de créances de 29 k€ (+53%)
- **Les amortissements nets des reprises au résultat du financement de l'actif s'élèvent à 526 k€ en 2024 contre 586 k€ en 2023, en diminution de 60 k€.**

## B- LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La capacité d'autofinancement (CAF) correspond au surplus des ressources générées par les opérations de gestion courante de l'établissement afin de couvrir ses besoins financiers.

Elle mesure ainsi sa capacité propre à financer les investissements.

Elle se calcule en retraitant le résultat des produits et charges non décaissables (dits «calculés») ; i.e. les amortissements et provisions, reprise au résultat du financement de l'actif et reprises de provisions.

**La capacité d'autofinancement 2024 s'élève à 672 k€.**

Elle augmente de 315 k€, en lien avec l'amélioration du résultat.

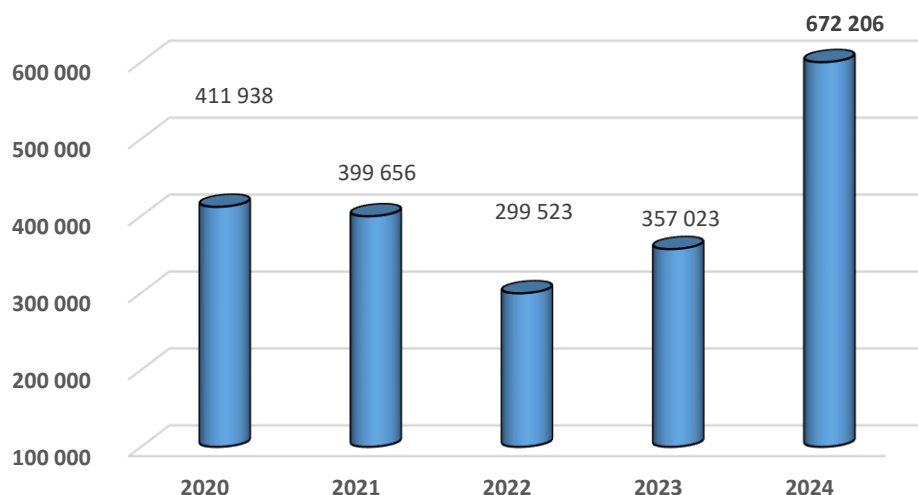
**La capacité d'autofinancement 2024 s'élève à 672 k€.**

Elle augmente de 315 k€, en lien avec l'amélioration du résultat.

### Calcul de la capacité d'autofinancement et son évolution

Calcul de la CAF	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2023/2024 en €
Résultat	103 619	- 9 100	8 125	- 175 928	116 811	292 739
Dotations aux amortissements	622 449	713 362	753 968	922 254	892 665	- 29 589
QP de reprises des subventions	- 253 294	- 293 189	- 287 673	- 310 921	- 311 716	- 795
Reprise sur provisions	- 60 836	- 11 417	- 174 896	- 78 381	- 25 554	52 827
<b>TOTAL</b>	<b>411 938</b>	<b>399 656</b>	<b>299 523</b>	<b>357 023</b>	<b>672 206</b>	<b>315 183</b>

### EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (en €)



## C- L'Analyse du bilan

### A- La variation du fonds de roulement de l'exercice

Compte	Rubrique	Acquisitions 2024	Variation 2023/2024 en €	Variation 2022/2024 en %
205	Concessions, brevets, licences, logiciels	43 323	6 306	0%
208	Autres immobilisations incorporelles	-	17 493	69%
211	Terrains	-	-	0%
212 / 213 / 214 / 231 / 232	constructions & en cours	210 912	- 463 792	-118%
215	Intallations techniques et autres immobilisations	-	-	0%
216/218	Autres immobilisations corporelles (dont matériels de bureau, matériels informatiques)	23 095	- 110 017	-49%
2184	Mobiliers acquis	6 371	- 183 121	-1834%
2188	Matériels divers acquis	1 482	- 16 032	-80%
231	Encours (travaux & autres immos)			
238	Avances versements immobilisations corporelles	- 4 354	- 472	-12%
26/27	Prêts au personnel	-	-	0%
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>280 829</b>	<b>- 749 634</b>	<b>-110%</b>

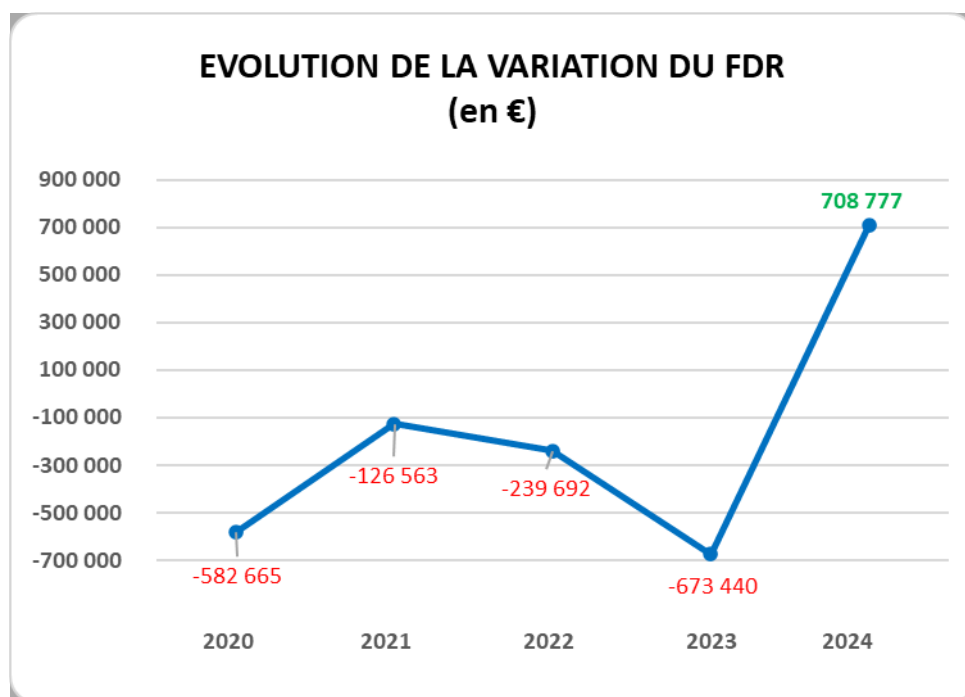
ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	316 940	260 440	56 500	41 330
Immobilisations corporelles	23 463 776	7 598 916	15 864 860	16 437 343
Terrain	3 085 053	342	3 084 712	3 084 988
Constructions	17 621 032	5 580 823	12 040 208	12 404 662
Installations techniques, matériels et outillage	420 413	402 158	18 255	36 472
Collections	997	997	-	-
Biens historiques et culturels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	2 252 942	1 614 596	638 346	835 353
Immobilisations corporelles en cours	83 048	-	83 048	71 223
Avances et acomptes sur commandes	291	-	291	4 645
Immobilisations financières	3 000	-	3 000	3 000
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>23 783 716</b>	<b>7 859 356</b>	<b>15 924 360</b>	<b>16 481 672</b>

**L'actif immobilisé augmente de 281 k€ en 2024** pour s'établir à 23,8 M€ en valeur brute (contre une variation de + 1030 k€ en 2023) et 15,9 M€ en valeur nette comptable.

Les explications ont été apportées plus haut sur la partie budgétaire.

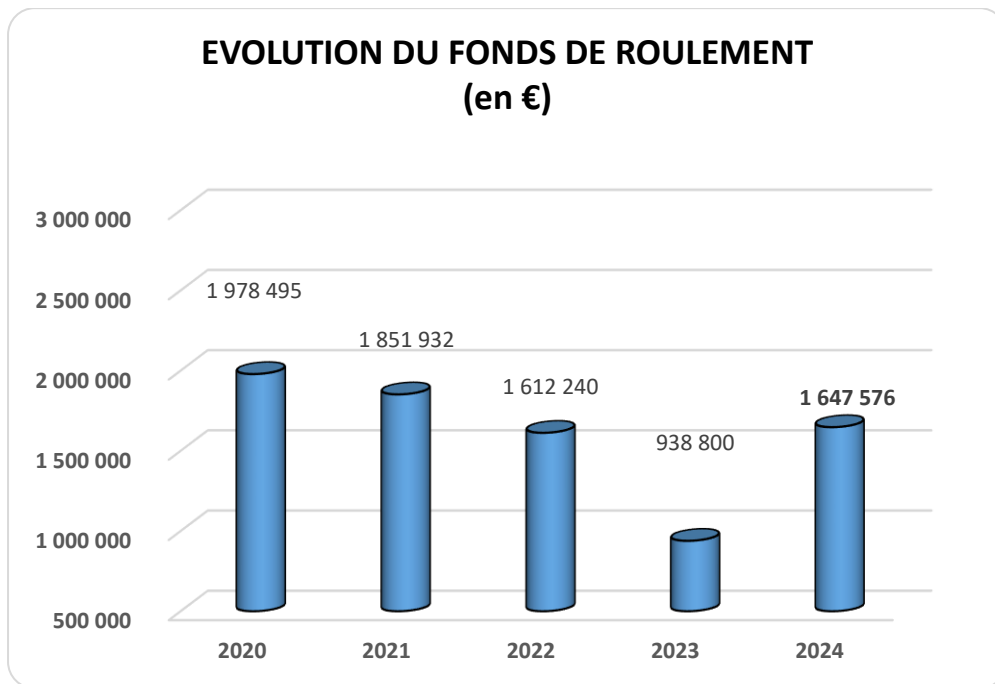
Compte	Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2023/2024 en €
10411	Ct fin. act mād-Etat				-		-
104131	Fin aut actifs Etat				-		-
13412	Fin Reg ratt actifs		131 267	129 812	-		-
13413	Fin Dept ratt actifs						-
13415	Fin Aut ent pub rat		39 236	-			-
13417	Fin Aut org ratt act				-	102 534	102 534
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		-	<b>170 503</b>	<b>129 812</b>	-	<b>102 534</b>	<b>102 534</b>
<b>CAF</b>		<b>411 938</b>	<b>399 656</b>	<b>299 523</b>	<b>357 023</b>	<b>672 206</b>	<b>57 500</b>

**La CAF et le financement partiel des investissements 2024, réduits par rapport aux prévisions de début d'exercice, ont engendré une alimentation de 709 k€ du fonds de roulement.**



## B- Le fonds de roulement

Le fonds de roulement représente une marge de sécurité financière. C'est l'excédent des ressources de long terme par rapport à l'actif immobilisé. Il constitue l'épargne nette dégagée par l'établissement au cours des différents exercices. Son évolution est la suivante :



**Le fonds de roulement atteint le montant cumulé de 1648 k€.**

### **C- LE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT**

Le besoin en fonds de roulement est calculé par différence entre les créances et les dettes de l'établissement.

Pour l'IEP le besoin en fonds de roulement est négatif, cela indique que l'établissement assure ses besoins de financement à court terme résultant des décalages des flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle. Il n'a pas besoin de mobiliser une partie de son fonds de roulement pour financer son activité.

COMPTE	INTITULE	2020	2021	2022	2023	2024	VARIATION 2023/2024 en €	VARIATION 2023/2024 en %
3	Stocks	9 721	19 582	12 392	12 979	11 617	- 1 362	-10%
40	Fournisseurs	- 40 076	- 52 648	- 348 457	- 307 318	- 288 751	18 568	-6%
41	Clients	- 147 435	- 68 995	43 501	189 179	146 347	- 42 832	-23%
42	Personnel	-	1 350	-	-	-	-	0%
43	Organismes sociaux	-	1 960	- 1 463	- 12 919	- 14 354	- 1 435	11%
44	Etat et Collectivités publiques	258 355	195 658	308 526	- 107 856	- 419 115	- 311 259	289%
46	Débiteurs et créditeurs divers	- 145 790	- 130 926	- 156 616	- 133 558	- 132 371	1 187	-1%
47	Comptes transitoires ou d'attente	- 15 508	- 624	- 1 516	- 6 876	- 91 215	- 84 339	1227%
48	Comptes de régularisation	- 68 403	- 187 545	- 34 982	12 575	- 35 798	- 48 373	-385%
49	Dépréciation des comptes de tiers	- 11 417	- 34 496	- 24 381	- 25 554	- 54 524	- 28 971	113%
<b>TOTAL</b>		- 160 553	- 260 604	- 202 996	- 379 347	- 878 163	- 498 817	131%

Le besoin de fonds de roulement 2024 s'élève à - 878 k€, en diminution de -499 k€

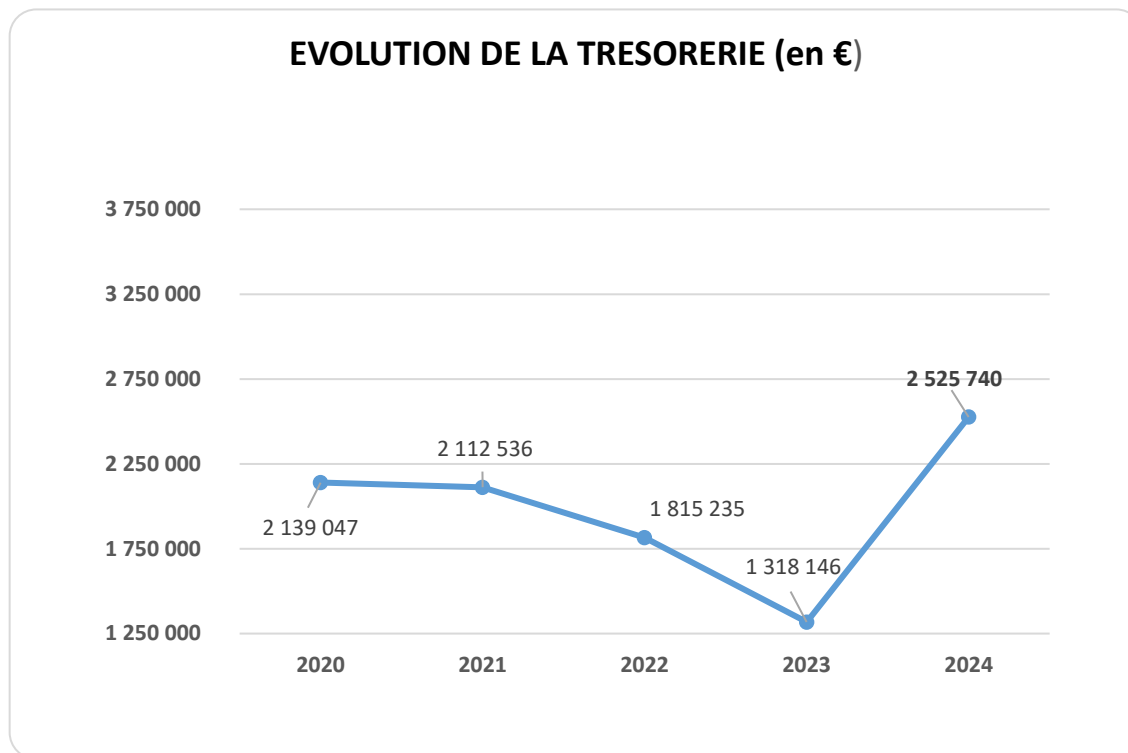
Ces évolutions sont essentiellement liées à l'augmentation des avances de subventions (+311 k€).

Ce besoin en fonds de roulement négatif abonde donc la trésorerie de l'établissement.

## **C – LA TRESORERIE**

**La trésorerie constitue l'ensemble des sommes disponibles en caisse ou sur le compte « dépôts de fonds ».**

Au 31 décembre 2024, les disponibilités s'élèvent à **2526 k€**.



Le montant de la trésorerie s'obtient également par différence entre le fonds de roulement et le besoin de fonds de roulement.

EN €	2020	2021	2022	2023	2024
Trésorerie	2 139 047	2 112 536	1 815 235	1 318 146	2 525 740
Fonds de roulement	1 978 495	1 851 932	1 612 240	938 800	1 647 576
Besoin de fonds de roulement	- 160 553	- 260 604	- 202 996	- 379 347	- 878 163

La variation de la trésorerie (+ 1208 k€) se décompose en une augmentation du fonds de roulement (709 k€), consolidée par une diminution du besoin en fonds de roulement (- 499 k€).

Cette hausse importante de la trésorerie s'explique elle aussi par le cumul des paramètres déjà étudiés (baisse des charges, décalage des investissements, encaissements de subventions à percevoir).

## **D- LES RATIOS**

Dans la perspective du passage aux RCE une colonne « 2023 avec MS Etat » a été ajoutée qui intègre les dépenses de masse salariale aujourd'hui payées par l'Etat et nous avons considéré que la subvention pour charge de service public était augmentée d'autant.



RATIO RESSOURCES PROPRES HORS SCSP/PRODUITS ENCAISSABLES								
en M€	2020	2021	2022	2023	2024	2023 avec MS Etat	2024 avec MS Etat	seuil d'alerte
Ressources propres	2,58	2,40	3,22	3,22	3,24	3,22	3,24	< 13%
Produits encaissables	4,64	5,12	5,47	5,92	5,87	12,64	12,88	
RATIO	55,55%	46,94%	58,78%	54,48%	55,13%	25,52%	25,14%	
Degré de dépendance de l'établissement aux subventions de service public versées par l'Etat								

Ce ratio montre le degré de dépendance de l'établissement à la subvention pour charge de service public. Ce ratio est bon même s'il se dégrade si l'on intègre la masse salariale Etat.

RATIO CHARGES DECAISSABLES /PRODUITS ENCAISSABLES								
en M€	2020	2021	2022	2023	2024	2023 avec MS Etat	2024 avec MS Etat	seuil d'alerte
Charges décaissables	4,23	4,72	5,17	5,56	5,20	12,28	12,21	100,0%
Produits encaissables	4,64	5,12	5,47	5,92	5,87	12,64	12,88	
RATIO	91,12%	92,19%	94,53%	93,97%	88,56%	97,17%	94,78%	
Plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est élevé.								
Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement								

Ce ratio permet de voir si les recettes décaissables couvrent les dépenses décaissables. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

RATIO CHARGES DE PERSONNEL /PRODUITS ENCAISSABLES								
en M€	2020	2021	2022	2023	2024	2023 MS Etat	avec 2024 avec MS Etat	seuil d'alerte
Charges de Personnel	2,45	2,60	2,58	2,85	2,72	9,56	9,73	> 83%
Produits encaissables	4,64	5,12	5,47	5,92	5,87	12,64	12,88	
RATIO	52,79%	50,79%	47,07%	48,08%	46,32%	75,69%	75,52%	
Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.								

Ce ratio mesure le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre. Même en intégrant la masse salariale Etat, ce ratio reste largement en deçà du seuil d'alerte.

RATIO CAF/ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS						
en €	2020	2021	2022	2023	2024	seuil d'alerte
Capacité d'autofinancement (CAF)	411 938	399 656	299 523	357 023	672 206	< 20%
Acquisitions immobilières	1 005 264	1 017 101	673 643	679 143	1 030 463	
<b>RATIO</b>	<b>40,98%</b>	<b>39,29%</b>	<b>44,46%</b>	<b>52,57%</b>	<b>65,23%</b>	
Plus le ratio est élevé, plus l'établissement dispose d'autonomie pour élaborer sa stratégie d'investissement						

Plus le ratio est élevé, plus l'établissement dispose d'autonomie pour élaborer sa stratégie d'investissement.

RATIO FONDS DE ROULEMENT EN JOURS								
en M€	2020	2021	2022	2023	2024	2023 avec MS Etat	2024 avec MS Etat	seuil d'alerte
Fonds de roulement	1 978 495	1 851 932	1 612 240	938 800	1 647 576	938 800	1 647 576	< 15 jours
Total Charges décaissables	4 227 855	4 718 737	5 174 975	5 561 638	5 201 431	12 280 261	12 206 416	
Fonds de roulement en jours	168	141	112	61	114	28	49	
Charges de personnel	2 449 234	2 599 739	2 576 755	2 845 905	2 720 478	9 564 269	9 725 463	< 15 jours
Fonds de roulement en jours	291	256	225	119	218	35	61	
Le FDR finance le besoin en FDR et intervient dans le financement de la politique d'investissement. Son montant ne doit pas être inférieur à 30 jours de charges de fonctionnement décaissables. Une érosion régulière ou une diminution brutale doit constituer une alerte.								

Le FDR intervient dans le financement de la politique d'investissement. Son montant ne doit pas être inférieur à 15 jours de charges de fonctionnement décaissables.

## ANNEXE : ELEMENTS RELATIFS AU TITRE 2 ETAT - PLAFOND D'EMPLOIS / CREDITS DE MASSE SALARIALE.

Depuis l'exercice 2023, la gestion du titre 2, c'est-à-dire le budget « Etat » de l'établissement, permettant le recrutement de personnels titulaires fait l'objet d'un suivi spécifique.

Le respect des deux plafonds conduit l'établissement à gérer et suivre la masse salariale Etat, sur laquelle les impacts sont nombreux, sur le modèle d'un établissement bénéficiant des responsabilités et compétences élargies (RCE) : recrutements de personnels titulaires lors des campagnes d'emplois, départs en retraite, revalorisations indemnitaires, glissement vieillesse technicité (GVT)...

### - La consommation des crédits T2

La consommation de crédits de masse salariale T2 au titre de l'exercice 2023 est de 101.89% des crédits dédiés, sur la partie « **HCAS Pensions** » (les dépenses hors cotisations retraite des personnels titulaires), l'enveloppe allouée étant légèrement inférieure au besoin (- 130 298 €)

Les crédits « **CAS Pensions** », sont consommés à hauteur de 99.99%.

IEP MS ETAT 238	Notification 2024	Consommé 2024	% conso
Enveloppe attribuée	6 874 003,00 €	7 004 185,07 €	101,89%
Dont crédits CAS Pensions	2 058 132,00 €	2 058 015,65 €	99,99%
Dont crédits HCAS Pensions	4 815 871,00 €	4 946 169,42 €	102,71%

### - La consommation des emplois

Avec un ETPT à 81.4 pour un plafond alloué de 82 ETPT pour 2024, la consommation du plafond d'emplois est quasi-totale.